



numéro d'aout

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



la réaction
relève la tête
alors que s'affirme,
dans les comités,
la naissance d'un
nouveau pouvoir au

PORTUGAL

SOMMAIRE

PORTUGAL

La révolution à un tournant (éditorial) p. 3
Le sort de la révolution p. 4, 5 et p. 6
Contre le capital et la réaction : unité prolétarienne p. 7
La longue marche du double pouvoir naissant p. 8 et p. 9

POLITIQUE

Notes politiques p. 10
Leur part de vérité p. 11

LUTTES OUVRIERES

Caron va de l'avant p. 12
Bretoncelles : 7 mois de lutte p. 13
Fumel : quand un patron à le malheur d'attaquer p. 14

EXTREME-GAUCHE

Le sens de notre adhésion p. 15

ARMEE

Marseille : le journal de l'appelé p. 16

INTERNATIONAL

USA : plus de 8 millions de chômeurs p. 17
Un chirurgien à Hanoi p. 18 et p. 19
Femmes en URSS p. 20
Notes internationales p. 21

CULTURE

Nos best-selles p. 22
Dans l'objectif p. 23

SOUSCRIPTION

Pour le quotidien rouge p. 24

« Rouge » 10, Impasse Guéméné
Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

n° 310 - Vendredi 25 juillet 1975

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéméné, Paris 4ème. Par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

**TOUS A PARIS
LES 18 ET 19 OCTOBRE
AUX HALLES DE LA VILLETTE
RASSEMBLEMENT DE LA L.C.R.
ET DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE
MONTEE A PARIS
DE TOUTES LES VILLES DE FRANCE
ET DE TOUS LES PAYS D'EUROPE
FETE, GALA, FORUM, DEBATS, MEETINGS,
EN SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES
AU PORTUGAL, EN ESPAGNE
POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI REVOLUTIONNAIRE,
POUR LA CONSTRUCTION
DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE
POUR QUE SORTE EN JANVIER 1976
UN QUOTIDIEN COMMUNISTE
LE QUOTIDIEN ROUGE**

Entrée: 30 francs les 2 jours billets achetés à l'avance
20 francs par jour sur place

Tous les bénéfices de la fête iront pour la sortie du quotidien.



COURRIER DES LECTEURS

Camarades,

Qui est-ce qui est le plus révolutionnaire aujourd'hui ? Les ministres PC qui avaient rendu radio-Renaissance à l'épiscopat fasciste ou le conseil de la révolution qui a désavoué ces ministres ? Les ministres « communistes » qui avaient envoyé le COP-CON contre les grévistes, (pour le discréditer aux yeux des travailleurs) ou le général de Carvalho qui a évacué le soir même les centraux téléphoniques des soldats ?

Soares et Cunhal, frères ennemis sont toujours prêts à se tendre la main chaque fois que se dessine l'auto-organisation des masses. Chacun à leur manière, et chacun pour leurs propres but, ils ont essayés heureusement sans grand succès jusqu'ici de torpiller l'alliance entre les travailleurs auto organisés et l'aile révolutionnaire du MFA (c'est-à-dire la petite bourgeoisie radicalisée qui détient le secteur le plus efficace de l'appareil militaire) parce que cette alliance se faisait par-dessus leur tête et aux dépens de leurs projets respectifs, crypto capitalistes pour Soares et bureaucratiques pour Cunhal. Soares vient d'être pris à son propre piège, et finalement Cunhal aussi car l'alliance « peuple MFA » est en train de prendre un contenu tout à fait différent de celui qu'il avait dans la tête. Il faut bien voir tout cela et analyser d'une manière beaucoup plus sérieuse que vous l'avez fait jusqu'à présent. Car il va se poser bientôt un formidable problème de solidarité avec la révolution portugaise, et en France, la Ligue peut être le principal point d'appui.

F.L. Paris 19°

Chers camarades,

Pour récolter des fonds pour le quotidien, voici une idée inspirée de celles des camarades de Montpellier mentionnée dans un des derniers numéros de Rouge, facilement réalisable en octobre-novembre dans les villes universitaires et sur les facs parisiennes.

Il s'agirait d'organiser pendant une ou deux semaines une collecte de livres (et éventuellement de disques) auprès des militants sympathisants proches ou larges, profs... afin de réaliser sur chaque fac une vente de livres d'occasion au profit du quotidien Rouge pendant un ou deux jours avec une apparition politique conséquente (affiches, panneaux sur le quotidien, etc.) ce genre est réalisable facilement et peut être rentable aisément.

Dans les deux derniers Rouge, les articles sur le Portugal sont trop descriptifs ne montrant pas assez les analyses que font les MR des différents points de la situation politique

portugaise. La rubrique sur la vie du journal en page 2 est souvent trop maigre et il y a trop peu de réponses de la rédaction aux lettres de lecteurs.

Il manque toujours dans Rouge une chronique régulière (même pas très longue) de télévision ; mordante et incisive. Peut être que peu de militants la regardent, mais chaque français passe en moyenne par-avant le plus de 2 heures chaque jour devant le petit écran.

Une chronique régulière s'impose donc dès la rentrée dans l'hebdo dans la perspective du quotidien où elle sera indispensable si l'on veut que celui-ci apporte une critique communiste dans tous les secteurs de la vie quotidienne notamment.

Enfin, il faudrait continuer à améliorer la lecture de Rouge d'un point de vue technique. Il y a encore beaucoup trop souvent de fautes de frappe, des mots sautés, des lignes inversées... qui rendent parfois difficiles la lecture de certains articles. Ceci dit bravo pour la nouvelle formule qui a été un grand progrès par rapport à l'ancienne.

Salutations fraternelles P.C.

Note des fabricants

Rouge doit une partie de sa réputation au grand nombre de fautes qui parsèment ses colonnes. Si nos lecteurs sont exacts il devrait y avoir dans ce numéro 3 fois plus de fautes que dans les précédents, puisque nous sommes 3 fois moins nombreux pour le fabriquer, c'est-à-dire que si on était moins, on ne serait plus personne, aussi bien à la composition qu'à la maquette. C'est donc de très peu et grâce à nos talents d'acrobates qu'on a réussi à sortir ce très beau 24 pages, qui devra vous servir jusqu'au 28 août !

Chers camarades,

Je signale mon opinion quant à la déclaration du BP de la LCR parue dans le n° 303 de Rouge où sous le titre « Liberté de la presse sous le capitalisme il n'y a que la liberté de ceux qui possèdent des moyens d'information, pour fabriquer l'opinion » on peut lire notamment :

« Dans quel cadre, les travailleurs de l'imprimerie ne pourraient prétendre se transformer en comité de censure de la presse. Ils ne peuvent représenter à eux seuls tous les courants et tous les points de vue de la classe ouvrière, dont ils ne constituent qu'une petite fraction ». On apprend ensuite que la seule forme que puissent prendre le contrôle sur l'information, c'est « le droit à la contre information ». A ce stade du processus révolutionnaire, au Portugal, il est possible que le rapport de force actuel oblige les travailleurs à se contenter que d'un démenti qui suivrait des informations mensongères ce qui serait déjà difficile, si l'imprimerie appartient toujours au patron, mais, à un

stades plus avancé de la révolution, un pouvoir prolétarien ne peut se contenter de laisser s'exprimer la bourgeoisie tout en signalant bien qu'elle ment et trompe les masses. Les ouvriers du República pourraient-ils s'abstenir de baillonner une information bourgeoise et mensongère sous le prétexte du respect de tous les points de vue de la classe ouvrière ? Ce serait bien mal servir celle-ci.

Un sympathisant de Marseille

Salut.

Je vous envoie un chèque de 100 F pour la souscription à « Rouge » quotidien. J'espère que le quotidien sera aussi facile à lire que l'est la nouvelle formule de l'hebdomadaire, car pour qu'un quotidien se vende il doit être facilement et rapidement lisible. Le mélange heureux de nouvelles brèves et d'articles de fond que l'on trouve dans l'hebdo laisse d'ailleurs augurer d'une bonne formule de départ pour le quotidien. J'essaierai de vous envoyer tous les mois un chèque de 100 F afin de vous aider à publier, et à vendre, le quotidien au-delà du 8 janvier.

Un travailleur de chez Citroën

Camarades,

Comment, sans édulcorer notre programme politique, diffuser un journal qui, en annonçant la couleur soit capable de permettre au lecteur de remettre en cause le cadre idéologique ?

Autrement dit quelle méthode pédagogique pour heurter le lecteur dans son mode de pensée, sans le décourager ou le rebouter ?

La réponse nous pensons l'avoir trouvée du doigt, en confrontant le type d'articles d'une feuille de boîte et ceux de Rouge.

On constate : il est impossible de reproduire, même partiellement, un article de Rouge dans une lutte. Un gars intéressé par notre feuille est souvent, très souvent découragé par la lecture de Rouge.

Pourquoi ? Il y a évidemment une différence de conception de l'élaboration. Dans une lutte, on écrit un article pour analyser un problème précis, en long et en large. Car si on veut que l'article porte, il faut que l'analyse soit suffisamment simple (dans son exposé pédagogique) pour pouvoir percer.

Dans Rouge les articles le plus souvent abordent plusieurs problèmes à la fois d'une manière confuse ou allusive. Autrement dit l'article ne cherche pas à accrocher le lecteur mais il demande au lecteur de s'accrocher.

Bref un fossé entre deux conceptions qui explique l'échec que l'on enregistre dans la vente de Rouge à un gars intéressé par la lutte.

Camarades de Cherbourg



Fotolib

PORTUGAL: LA REVOLUTION A UN TOURNANT

C'est une nouvelle phase de la révolution portugaise qui s'ouvre aujourd'hui. En lançant une offensive politique contre le MFA et le PCP, mais au-delà d'eux, en réalité, contre la menace puissante du pouvoir des travailleurs qui s'affirme dans les entreprises, les casernes et les quartiers populaires, le Parti Socialiste se fait le principal support de la réaction qui relève la tête.

La victoire qu'il croit avoir remportée en mobilisant des dizaines de milliers de personnes à Porto, et à Lisbonne, contre lesquels la riposte sectaire du PC a pris la dimension d'une dangereuse aventure, est une « victoire », dont il n'a pas encore lui-même mesuré toutes les conséquences: en mobilisant le ban et l'arrière-ban de la réaction sous sa bannière, le Parti socialiste portugais a clairement choisi son camp. Désormais, il apparaît aujourd'hui comme le meilleur cheval de bataille pour les éléments les plus clairvoyants de la bourgeoisie, et donne refuge dans ses rangs à des couches de la petite-bourgeoisie urbaine et de la paysannerie soumises à l'idéologie contre-révolutionnaire agissante de l'Eglise la plus réactionnaire d'Europe. Cependant le Parti Socialiste bénéficie encore d'une audience de masse dans la classe ouvrière, et pas seulement dans ses secteurs les plus arriérés.

Nombre de militants combattifs qui rejettent le stalinisme du PC se réclament encore du PS. La riposte que le PC a choisi d'opposer à l'offensive du PS n'en est plus que criminelle: pour combattre la réaction qui s'engouffre derrière le PS, il a cru bon de vouloir interdire le droit d'expression à cette organisation dans laquelle une grande partie du mouvement ouvrier se reconnaît, alors que c'est seulement en lui permettant de développer pleinement sa politique que la démonstration de sa trahison sera faite aux yeux de l'ensemble des travailleurs de la campagne comme de la ville. Par cette fausse manœuvre, bien conforme à la nature bureaucratique stalinienne de sa direction, le PC n'a fait que rejeter les travailleurs socialistes derrière leur direction alors que la politique qu'elle suit creuse à une vitesse vertigineuse le fossé de classe qui la sépare de sa base ouvrière.

Ce nouveau tournant de la révolution portugaise a mis à nu les contradictions de classes. Au sommet, le pouvoir chancelle: la crise gouvernementale se prolonge à la recherche d'un impossible compromis.

Au sein du MFA lui-même, les oppositions s'approfondissent. La droite retranchée pour le moment dans un soutien à la politique du PS s'efforce de mettre au pas les éléments progressistes du MFA entraînés par le torrent de la révolution en marche et qui cherchent confusément dans le développement des comités l'assise d'un nouveau pouvoir.

C'est dans l'essor de ces comités que se trouve la clé de la situation actuelle. Organes de double pouvoir naissant, ils réalisent en leur sein l'unité la plus haute de la classe ouvrière, le front unique ouvrier, au-delà de la division des vieux partis politiques condamnés par l'histoire mais qui structurent encore la classe et aggravée encore par le cours implacable de la révolution. C'est dans les comités seulement que peut se réaliser l'unité profonde de la classe ouvrière contre les divisions imposées par la politique des directions réformistes.

Leur essor, leur coordination rapide à l'échelle régionale et nationale, l'extension de leurs fonctions de contrôle, voilà autant de facteurs qui posent comme une tâche immédiate la constitution de ces comités en organes de pouvoir souverains par la convocation immédiate d'une assemblée nationale populaire, émanation directe de ces comités.

Il n'y a pas d'autres réponses aujourd'hui à la question du pouvoir:

Convocation immédiate d'une assemblée nationale populaire!

Tout le pouvoir aux comités de travailleurs et de soldats!

C'est la seule façon de balayer les obstacles qui se dressent sur la voie de la révolution. Il faut que le gouvernement issu de cette assemblée populaire prenne des mesures d'urgence en s'appuyant sur la lutte, l'auto-organisation et l'armement des travailleurs:

Exproprier définitivement le grand capital en généralisant les nationalisations sous contrôle ouvrier à tous les secteurs clés de l'économie, pour bloquer le sabotage de la bourgeoisie et l'étranglement économique du Portugal par l'impérialisme.

Etendre la réforme agraire par l'expropriation et l'occupation de toutes les terres cultivables et la nationalisation des trusts agro-alimentaires.

Armer les travailleurs; former tout de suite des milices ouvrières par la jonction des comités de soldats avec les comités de travailleurs et l'inter-syndicale pour faire face et aux menées de la réaction qui tente de lever une chouannerie au flanc de la révolution et à la menace d'un putsch militaire.

Démanteler les structures de l'armée bourgeoise qui restent en place par le développement des comités de soldats, l'élection systématique des officiers et l'épuration en profondeur à tous les niveaux de commandement.

C'est dans cette voie que la révolution portugaise doit se frayer maintenant son chemin.

le 23.7.75. P. Robs

LE SORT DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

Un gouvernement en crise. La réaction à l'offensive. La menace de division ouvrière. Le développement des commissions. La crise est là et bien là.



Fotolib

Lisbonne le 21 juillet 75.

Plus d'une semaine qu'il n'y a pas de gouvernement au Portugal. Et tout dit que le cinquième gouvernement provisoire qui succédera à celui qui vient de lamentablement s'effondrer sera bien fragile, lui aussi.

la crise permanente du gouvernement provisoire

La crise est là et bien là. Mario Soares et la direction du PS se flattent de l'avoir provoquée par leur départ du gouvernement le 11 juillet. Il faudrait plutôt dire que leur démission, enregistrée sèchement comme un constat de divorce par le conseil de la révolution réuni le 11 juillet n'a fait que mettre au jour ce qui minait souterrainement le régime depuis bien plus longtemps.

Par ses hésitations, ses compromis, son impuissance, le gouvernement s'est mis tout le monde à dos. La bourgeoisie exaspérée de voir le MFA céder à chaque fois sous les coups de botteur de la combativité ouvrière, lui a retiré l'appui réservé qu'elle lui avait donné pour tenter de contrôler quelque peu la situation, par PPD et PS interposés. Les travailleurs, à force d'attendre que ce gouvernement, qui se prétendait le leur, prenne des mesures énergiques pour juguler la crise dont ils sont victimes, sont passés de la confiance à la méfiance, voire à la franche hostilité. Le gouvernement de coalition s'éteint sans un regret de ceux qui assistent à son agonie.

Jusque là tout semble aller dans le sens souhaité par la direction du PCP. La dernière assemblée du MFA n'a-t-elle pas adopté « un document-guide » très proche des conceptions défendues par le PCP : la transformation graduelle de l'appareil de l'état bourgeois par une injection soigneusement dosée de « participation populaire » canalisée et contrôlée par le MFA (le « libérateur » prestigieux du 25 avril 74) ? Et le rapport de Vasco Gonçalves, adopté à une faible majorité, mais majorité quand même, par l'assemblée du MFA, ne constitue-t-il pas une ligne « qui engage tout le MFA » et « satisfait pleinement le PCP » ? Sous le titre « transformation de l'appareil d'état et liaison MFA peuple » le général premier ministre : « Il convient d'accroître les deux con-

ditions les plus importantes de réalisation pratique du processus socialiste. La première consiste à transformer l'appareil d'Etat, impliquant que sa domination en fasse un instrument cohérent pour la réalisation des travailleurs. La seconde consiste à créer des organes de pouvoir populaire indépendants des partis, appuyés sur la démocratie directe, qui puissent exercer une dynamisation et un contrôle de l'appareil d'Etat en transformation. La liaison MFA-peuple permettra, bien comprise et bien mise en pratique, la réalisation de cette seconde condition ». On prétend que Vasco Gonçalves est membre du PCP depuis 1965 ; en tout cas il y a sa place. Et le PCP s'en est taillé une bonne dans le MFA.

Le gouvernement est mort, vive le gouvernement ! Vasco Gonçalves est confirmé dans sa fonction de premier ministre et s'attèle à la formation du 5ème gouvernement provisoire. Tout le monde défile à sa résidence de Sao Bento. Le 17 juillet Vasco Lourenço, porte-parole du conseil de la révolution, annonce la fin du gouvernement de coalition tandis que le PPD voit les conditions qu'il posait à son maintien dans l'équipe gouvernementale officiellement rejetées par le MFA. Le 18, les membres de l'ex MES — c'est-à-dire les ex-membres du MES qui ont rejoint le MFA — démissionnent du gouvernement. João Gravinho et Jorge Sampaio remettent au premier ministre un document dans lequel ils affirment : « La révolution manque d'un centre de pouvoir. Le MFA est maintenant le principal responsable du processus révolutionnaire. Sans son projet mobilisateur pour les masses et compréhensible par elles, le pouvoir politique perd sa cohérence interne et laisse le champ libre aux plus stériles des luttes des partis ».

On s'oriente effectivement vers la formation d'un gouvernement militaire auquel seraient associés, « à titre individuel », des membres du PCP, de l'ex MES voire même du MES et du FSP qui sont contactés. Le PCP a fui le projet, très confiant dans le rapport des forces qu'il a établi au sein du MFA, et prévoyant que le gouvernement adoptera majoritairement ses positions.

Ce ne sont pas les 15.000 personnes rassemblées devant le siège du PS à Lisbonne le mercredi soir 15 juillet, qui peuvent constituer un obstacle à sa réalisation. Du moins c'est ce que pense Alvaro Cunhal et Vasco Gonçalves.

le plan de campagne du PS

« Le PS a perdu une bataille, mais pas la guerre » déclarait Mario Soares au lendemain de la démission des ministres et secrétaires d'Etat socialistes. La direction du PS met sur pied en quelques jours un véritable plan de campagne. Des troupes d'abord, qu'on reprend en main en affublant la prise de position de la direction du PS contre les organes naissant du pouvoir des travailleurs de quelques rodomontades lyriques sur le « Socialisme dans la liberté », et qu'on recrute à toute vitesse et par tous les moyens : la direction du PS rameute le ban et l'arrière ban par l'hystérie contre le « communisme totalitaire » et le « social fascisme ». Des généraux ensuite, qu'il faut rallier et faire rompre avec leur fétichisme de l'unité du MFA. Le vendredi 18 juillet, Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, s'envole pour Rome. A l'aéroport, il confie à qui veut bien l'entendre que c'est sans doute son dernier déplacement officiel.

Il prévoit que le nouveau gouvernement se fera sans lui, le défenseur attiré des thèses du PS au sein du Conseil de la Révolution. A son arrivée à Rome il donne une conférence de presse au cours de laquelle il déclare que toute solution politique à la crise passe par un gouvernement comprenant le PS et le PPD.

Avec une belle synchronisation, le soir même du 18 juillet à Porto, le PS frappe un grand coup en réunissant 70.000 personnes au stade das Antas. Le lendemain samedi, c'est plus de 100.000 personnes qui se rassemblent à Lisbonne sur l'Alameda Afonso Henriques pour écouter les discours des principaux dirigeants du PS attaquer avec une violence inouïe — sous les regards attendris des représentants des principaux PS européens, dont Rocard — le PCP « social réactionnaire et assassin, qui veut transformer le Portugal en un immense camp de concentration », et « les capitaines un peu rapidement promus généraux qui soutiennent ces menées totalitaires ». Soares réclame « un gouvernement d'union nationale où le PS, représentant du peuple portugais, doit avoir toute sa place ». Il exige aussi la démission de Vasco Gonçalves et son remplacement par « un premier ministre réellement indépendant », « qui respecte la volonté populaire exprimée par le suffrage universel ».



Sipa

A Porto comme à Lisbonne, Soares à l'avance se lave les mains des conséquences que ses diatribes anticommunistes et réactionnaires peuvent avoir sur la foule surchauffée. Dans la nuit, des groupes incendieront les kiosques de propagande du MDP et du PCP dressés sur la place Humberto Delgado de Porto, avant de tenter de prendre d'assaut les studios de Radio-Club Portugal, protégés par l'armée. A Lisbonne les quelques camions et jeeps militaires qui se trouvent autour du meeting manquent d'y rester ; des militants de la LCI venus distribuer un tract au rassemblement (voir page 7) doivent à la protection des journalistes étrangers de ne pas être lynchés par la furie de ceux qui hurlent les cocos à Moscou.

En dépit de ces proclamations « socialistes » la campagne organisée par la direction du PS contre le PCP a ouvert les vannes à une offensive réactionnaire d'envergure. De jeudi à samedi les locaux des organisations révolutionnaires, du PCP et de l'Intersyndicale sont attaqués à Alcavem, Sacavem, Leiria, Batalha, Porto de Mos, Aveiro, Rio Maior, Lominha et Cordaval. La nouvelle se répand confirmée par les soldats révolutionnaires affectés au service des transmissions de l'armée, que 200 mercenaires, enrôlés en Angleterre, viennent d'arriver en Espagne pour rejoindre les concentrations de l'ELP, estimées à 5000 hommes armés, massés sur la frontière espagnole. Vendredi et samedi les soldats et officiers sont mis en état d'alerte dans les casernes, tandis que les militants révolutionnaires du MES, de la LUAR, du FSP et de la LCI, se tiennent en étroit contact avec le PCP, les sections syndicales et les commissions de travailleurs et de moradores, pour faire face à toute éventualité.

A aucun moment, la direction du PS ne prendra nettement position par rapport à cette inquiétante vague qui déferle, surtout dans le nord où des villages entiers sont sous le contrôle des forces réactionnaires.

La direction du PS, en fait mise sur cette brusque tension de la situation à laquelle elle n'a pas pu contribuer pour faire apparaître son rôle dans l'Etat encore plus indispensable « au maintien de l'ordre ». Mais ce subtil chantage pourrait bien se retourner à terme en une grossière agression réactionnaire contre l'ensemble du mouvement ouvrier, dont sont toujours partie intégrante les travailleurs socialistes.

La direction du PS a dangereusement joué avec le feu au cours de cette semaine agitée. En chauffant à blanc ses militants et sympathisants contre la « dictature communiste », elle a permis que se mêlent à ses meetings et manifestations des bandes fascistes venues là pour casser du rouge, en attendant de pouvoir casser de l'ouvrier tout court que soit son parti ou son organisation.

Ces derniers jours ont donné un avant goût effrayant de ce que pourrait être la hargne fasciste si elle parvenait à se réinstaller au Portugal à la faveur d'une division persistante dans le mouvement ouvrier. Il faut tout faire pour que cela n'arrive jamais.

L'aventurisme du PCP

Dans la division du mouvement ouvrier intervenue ces derniers jours, et qui peut tragiquement menacer l'avenir de la classe ouvrière portugaise, la direction du PCP a une part importante de responsabilité. Les dirigeants du PCP ont essayé de tran-



Fotolib

De gauche à droite : manifestation des commissions de travailleurs, de moradores et de soldats le 10 juillet à Lisbonne

incendie d'un kiosque du PCP lors de la manifestation du PS à Lisbonne

Mario Soares au meeting du PS du 19 juillet à Lisbonne.



Sipa

sformer une nécessaire mobilisation contre la réaction, en une manœuvre d'isolement du PS. Ils ont voulu profiter du sentiment très vif répandu parmi les travailleurs, de la nécessité de barrer la route à un fascisme de plus en plus arrogant, pour cyniquement pousser le PS — et pas seulement sa direction — à lier son sort à celui de la droite, c'est-à-dire concrètement du PPD, du CDS et de tous les groupuscules réactionnaires. La direction du PCP espérait ainsi provoquer l'entrée en jeu du MFA à ses côtés, et par là la marginalisation politique prolongée du PS.

Pendant quelques jours la direction du PCP s'est engagée, à sa plus grande déconfiture, dans une politique de dénonciation du « social-fascisme » d'ailleurs parallèle à celle que la direction du PS pratiquait à son égard. Dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 juillet, des communiqués du PCP et de l'intersyndicale appelaient à l'érection des barricades pour empêcher une hypothétique « marche sur Lisbonne », c'est-à-dire le meeting du PS.

A supposer qu'il y ait eu une marche sur Lisbonne en préparation, la première chose à faire était de lancer une offensive en direction du PS de ses militants et de sa direction, pour qu'ils se joignent à l'organisation de l'auto-défense ouvrière destinée à lui barrer la route. Pour cela il aurait fallu au préalable assurer les militants du PS de la reconnaissance de leur droit, en tant que parti ouvrier, à tenir des réunions et des manifestations. Cela aurait contraint la direction du PS à se prononcer clairement, et son éventuelle ou probable absence de réponse aurait au moins aidé un nombre important de militants socialistes qui commencent déjà à se manifester, à y voir clair sur l'orientation réelle de leur direction, et à se joindre aux travailleurs communistes et révolutionnaires dans l'organisation d'une riposte à la réaction.

La folie aventuriste et sectaire du PCP n'a au contraire contribué qu'à aider la direction du PS à ressouder sa base autour d'elle, sous l'invocation de la menace du PCP. Le réflexe de patriotisme de parti, évidemment prêt à des préjugés réactionnaires et anticommunistes, a donc pu jouer à plein pour assurer le succès des meetings du PS, présentés par la direction social-démocrate comme « une grande victoire contre la tentative d'étouffement stalinienne ».

Aux « barricades » de Lisbonne, rapidement prises en main par le COPCON, ne participaient d'ailleurs qu'environ 2000 personnes. La direction du PCP elle-même avait du donner le contre-ordre en fin de soirée devant l'hostilité son initiative dans de larges secteurs de la classe ouvrière, peu enclins à servir de marche-pieds aux manœuvres du PCP pour la formation du prochain gouvernement.

Après avoir essayé en vain de prendre le contrôle de la manifestation des commissions des travailleurs et des moradores appelée à Porto le Vendredi 18 (et succédant à celle de Lisbonne du mercredi 16) la direction du PCP tentait dans la nuit de se couvrir en convoquant une réunion unitaire avec le MES, la LUAR, le FSP et la LCI, à laquelle refusaient de se rendre ces organisations.

Comment expliquer ce qui peut apparaître comme une grossière erreur aventuriste du PCP ? En premier lieu par la volonté de la direction du PCP d'asseoir à tout prix sa prépondérance dans le MFA. D'une certaine manière le PCP préfère l'unité d'un MFA où il aurait une influence prépondérante à l'unité de combat de la classe ouvrière dont il commence à sentir qu'elle peut très vite menacer le contrôle actuel qu'il exerce sur le mouvement ouvrier organisé. La radicalisation des travailleurs portugais commence à affecter le PCP qui perd pied dans certains syndicats et commissions de travailleurs ou des moradores, au profit des révolutionnaires. Ainsi la direction PCP s'est vue délogée du syndicat des enseignants par une liste MES — militants d'extrême gauche indépendant. Dans le syndicat du bois de Porto qui rassemble plusieurs milliers d'ouvriers, la LCI a gagné des positions prépondérantes sur le PCP. Dans les CTT (postes), les assurances et les banques de Lisbonne, les listes d'extrême gauche ont des pourcentages qui frisent parfois la majorité.

Ne se satisfaisant plus seulement de chevaucher la combativité ouvrière et populaire, la direction du PCP a voulu lui donner un grand coup de cravache « gauchiste » qui la débarasse du PS, au moins le temps que le MFA vienne parachever la besogne.

Cette aventure typiquement bureaucratique a eu pour seul résultat d'isoler le PCP dans le mouvement ouvrier, entre le PS sur la droite et les révolution-

suite page 6

LE
SORT
DE LA
REVOLUTION
PORTUGAISE



Soares et Rocard à la manifestation socialiste du 19 juillet

Des militants du PS conspuent une camionnette transportant des exemplaires d'O Seculo, quotidien connu pour ses sympathies PCP.



→
suite de la page 5

naires sur la gauche. Il est maintenant indispensable de travailler — vite — à reforcer l'unité des travailleurs là où elle peut s'exprimer le plus efficacement : dans les commissions de travailleurs, les commissions de moradores et les assemblées populaires.

dans et hors les casernes

Pourtant, derrière les grandes manœuvres qu'orchestraient la direction du PS et celle du PCP en direction du MFA, qui en est l'enjeu, deux manifestations ont marqué ces journées de crise gouvernementale du sceau de l'avenir. La première s'est déroulée à Lisbonne, le mercredi 16 juillet, et a rassemblé à l'appel des commissions de travailleurs et de moradores de la capitale une dizaine de milliers de manifestants défilant sous les mots d'ordre de « Contre la réaction, contre le capital — Unité prolétarienne », « Ouvriers et paysans, soldats et marins, unis nous vaincrons ! » et « Contrôle ouvrier — Pouvoir populaire ! ». Pour la première fois depuis le 25 avril des centaines de soldats avaient pris place dans le cortège. Les soldats du RALIS (régiment d'artillerie légère de Lisbonne) étaient venus au complet avec leurs tanks et automitrailleuses blindées sur lesquels se perchèrent rapidement des centaines de manifestants brandissant des drapeaux rouges. Ceux du RIOQ (régiment d'intervention opérationnel de Queluz), des unités de la police militaire et d'autres régiments de la ville étaient là aussi, levant le poing et chantant l'Internationale.

A Porto, les manifestants seront encore plus nombreux, et cela en pleine crise, quelques heures avant le meeting du PS du vendredi 18 juillet. Cette fois l'Intersyndicale appelle à la manifestation. Pour tenter de la récupérer au profit de l'orientation du PCP certes (ce qui échouera complètement), mais aussi parce que la direction du PCP a compris le danger qu'il pouvait y avoir à se tenir à l'écart de ses premiers rassemblements de rue des organismes autonomes des travailleurs, franchissant les limites de leur quartier ou de leurs entreprises, pour venir s'affirmer déjà comme l'ébauche d'une alternative politique à la crise.

La présence de nombreux soldats dans ces rassemblements signifie bien plus que la participation des régiments les plus radicalisés de l'armée portugaise. C'est le signe de la pénétration croissante du mouvement autonome de la classe ouvrière dans les casernes, particulièrement dans un contexte de tension propice à une attaque de la réaction. Ceci se confirmera tout au long de la semaine. Samedi soir, au SICA 1 (régiment de blindés de Porto), les soldats se réunissent en assemblée plénière pour discuter de la situation. Devant les inclinations réactionnaires et anti-communistes du commandant, ils décident de le démettre de ses fonctions et d'en élire un autre à sa place. Des assemblées analogues se tiendront dans la zone de Lisbonne, au RALIS, à la caserne d'EPAME. A chaque fois les discussions y témoignent du haut niveau de radicalisation des soldats et aussi de la polarisation réactionnaire de certains officiers, membres du MFA comme de bien entendu.

La crise, à son zénith samedi soir, aura révélé des fissures profondes dans l'armée, et particulièrement dans le corps des officiers dont certains commencent à lorgner à droite pour trouver une protection à leurs galons, souvent gagnés dans la sanglante guerre coloniale.

La tension des derniers jours se retirant provisoirement, laisse gravée la leçon qu'ont apprise bien des soldats et officiers révolutionnaires : c'est hors des campements militaires, dans la défenses des conquêtes ouvrières autour des organismes de lutte anticapitaliste autonomes des travailleurs que se trouve le poids décisif qui écrasera la réaction qui a montré le bout du nez ces 18 et 19 juillet. C'est avec les commissions de travailleurs et de moradores, avec les assemblées populaires, que doivent s'allier les assemblées d'unité représentatives du contingent, pour empêcher de nuire une partie de la hiérarchie militaire.

un autre gouvernement provisoire. Jusqu'à quand ?

Quelle que soit, la solution finalement adoptée pour la formation du cinquième gouvernement provisoire, elle n'est pas viable.

Si la pression du PS réussit à faire nommer par le Conseil de la Révolution un nouveau gouvernement

de coalition, il est probable qu'il serait de courte durée. Un gouvernement avec un premier ministre flanqué d'un vice-premier ministre proche du PS (Vasco Lorenço ?), où siègeraient un nombre important de ministres du PS (à titre individuel pour sauver la face) serait rapidement déchiré devant la première décision importante. Et les décisions importantes sont légions à devoir être prises en ce moment au Portugal ! Ce ne serait que partie remise pour quelques semaines, peut être même — au train où vont les choses — pour quelques jours. La direction du PS annonce d'ailleurs la couleur : sa participation au gouvernement c'est l'arrêt de « l'anarchie » (des nationalisations, des expropriations, des occupations de terre), le respect des engagements étrangers. Avec un tel programme, le gouvernement, s'il ne se brise pas de l'intérieur aura fort à faire pour contenir l'hostilité extérieure des travailleurs fatigués de la collaboration de classe qui paralyse leur marche en avant.

Si par contre la prochaine assemblée du MFA, deux fois remise et fixée jusqu'à nouvel ordre au 27 juillet, continue sur la lancée de la dernière en lachant encore du lest face à la détermination des travailleurs, alors c'est le MFA lui-même qui se déchire. Un gouvernement militaire auquel seraient associées des « personnalités révolutionnaires compétentes » trouverait dans son berceau la hache de guerre qu'y aurait déposé le secteur le plus à droite du MFA. Sous une forme ou sous une autre, celui-ci s'allierait alors avec le PS, quand ce ne serait pas la droite réactionnaire elle-même, pour déchaîner un mécontentement et un climat de crise politique permanente propice à son renversement, pacifique si possible, violent si nécessaire.

Dans les deux cas de figure, la crise, on peut en être certain, rebondira, si tant est qu'elle s'assagisse jamais. C'est une véritable course contre la montre qui s'engage. Le pouvoir des travailleurs, au-travers de son assemblée populaire nationale, doit pouvoir prendre la relève de ce régime déconfit avant que l'impuissance des cinq gouvernements gouvernementaux provisoires ne suscite la traditionnelle poussée réactionnaire vers la « loi et l'ordre » de la bourgeoisie, en l'absence d'une classe ouvrière organisée pour mettre en œuvre sa détermination à en finir avec cette crise permanente. Et il n'y a pas un jour de trop pour gagner cette bataille. Le sort de la révolution portugaise est en jeu. Et le destin de la révolution socialiste en Europe avec lui.

Charles Michaloux

CONTRE LE CAPITAL ET LA REACTION: UNITE PROLETARIENNE

*Texte de la déclaration de la LCI
distribuée à Lisbonne le 19 juillet,
et notamment au meeting du PSP.*

Depuis quelques jours, la situation s'est à nouveau tendue. La plus grande confusion règne, alimentée par les bruits les plus divers.

La LCI (organisation portugaise de la IV^{ème} Internationale) estime qu'il est de son devoir d'essayer de faire la clarté sur cette situation, afin d'envisager avec les travailleurs, tous les travailleurs — quel que soit le parti ou le courant du mouvement ouvrier dont ils se réclament — les moyens d'une riposte d'ensemble.

1) l'incapacité d'un gouvernement qui essaye de marier l'eau et le feu — les intérêts des travailleurs avec des garanties pour la bourgeoisie qui les exploite — vient de se conclure lamentablement par la déroute du ci-gouvernement provisoire.

Il n'y a aujourd'hui plus de gouvernement au Portugal. Chacun sait, chaque travailleur sent que seul un gouvernement défendant les intérêts des ouvriers, des paysans et de tous ceux qui sont victimes de l'oppression capitaliste peut sortir la pays de la crise.

Pour cela, il faut que soit mis fin à l'hésitation, au compromis, aux tergiversations qu'essayent de replâtrer ce qui est défait par la propre combativité des travailleurs. Pour cela il faut un gouvernement décidé à abattre le capitalisme en s'appuyant sur l'immense force des travailleurs organisés dans leurs commissions de moradores et leurs assemblées populaires; un gouvernement responsable devant une Assemblée Populaire Nationale, représentative de l'ensemble de la classe ouvrière, des paysans et des soldats.

2) Il est clair que la direction social-démocrate du PS refuse cette perspective. Quels que soient les mots qu'elle emploie pour flatter les aspirations spontanées de ceux qui lui font encore confiance, la direction du PS a quitté le gouvernement pour lutter contre l'auto-organisation des travailleurs que l'Assemblée du MFA a été obligée de reconnaître. Voilà la vérité.

D'autre part la direction du PS utilise la campagne qu'elle a lancée pour faire revenir la prochaine assemblée du MFA sur sa décision, ou au moins, la modérer. Elle cherche ainsi à garantir ses éventuelles positions au futur gouvernement et même à les renforcer.

La direction du PS préfère la possibilité des combines parle-

mentaires de la Constituante au développement du pouvoir des travailleurs, en civil ou sous l'uniforme, organisés sur leurs lieux de travail et d'habitation.

La direction du PSP préfère l'alliance avec les sociaux-démocrates comme Schmidt, Wilson et Palme, loyaux géants du capitalisme européen, à l'extension de la solidarité internationale avec la révolution portugaise par-dessus les frontières des Etats bourgeois qui menacent maintenant de l'étouffer.

Mais est-ce cela que voulaient les centaines de milliers de travailleurs, membres ou sympathisants du Parti Socialiste, quand ils lui ont donné leur confiance ? Nous sommes convaincus que non. Les travailleurs socialistes, quelles que soient leurs illusions que nous voulons dissiper, aspirent à l'abolition du système capitaliste d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme et sont des artisans sincères de la construction d'une société sans classe où les travailleurs exerceront tout le pouvoir et bénéficieront de toutes les libertés socialistes, sans comparaison aucune avec les « libertés » formelles de la démocratie bourgeoise.

3) Dans la division du mouvement ouvrier dont nous sommes aujourd'hui témoins et qui risque de devenir dramatique pour l'avenir, la direction réformiste et stalinienne du PCP porte une part importante de responsabilités.

Au lieu d'œuvrer à l'unité du Front Proletarien contre la bourgeoisie réactionnaire qui relève maintenant la tête, la direction du PCP tente d'utiliser la mobilisation populaire comme un pion dans son jeu politique avec le MFA.

Au lieu de tout faire pour rassembler les forces ouvrières et révolutionnaires là où elles doivent l'être, sur les lieux de travail et d'habitation, la direction du PCP tente — avec sectarisme — de poser à l'unique force révolutionnaire en poussant les travailleurs du PS dans les bras de la droite.

Travailleurs communistes, socialistes et révolutionnaires, tous ont le droit de s'organiser dans leurs différents partis pour exprimer leurs opinions sur les moyens du combat à livrer contre le capitalisme et les

modalités de construction du socialisme.

Mais il n'y a qu'ensemble et unis, comme le 28 septembre et le 11 mars, que nous pourrions définitivement écraser la réaction.

4) Nous défendrons toujours inconditionnellement le droit des organisations ouvrières à tenir des meetings et à organiser des manifestations, quels que soient nos désaccords avec leurs objectifs.

De ce point de vue, les manœuvres de la direction du PCP de ces 2 derniers jours, dans lesquelles de la en vain essayé d'attirer le FSP, le MES, et la LCI, ne contribuent en rien à l'érection de ce Front Unique Ouvrier.

Mais les travailleurs du PS ne doivent pas permettre que derrière les initiatives s'engouffrent à l'attaque contre les organisations ouvrières à Aveiro, Rio Maior, Lorinha, Porto de Mos, Cadaval, et Batalha.

Ensemble avec leurs frères de classe ils doivent briser les reins aux fascistes, en organisant la vigilance populaire des locaux des partis ouvriers et des syndicats, en s'unissant autour de leurs organismes autonomes de lutte anti-capitaliste et en préparant leur auto-défense en liaison étroite avec les soldats et marins. Les travailleurs ne doivent pas permettre que les discussions et débats, légitimes au sein du mouvement ouvrier ne facilitent l'offensive de la contre-révolution.

La LCI s'adresse à tous les travailleurs, et particulièrement aux travailleurs socialistes et communistes : en ce moment décisif c'est l'unité prolétarienne qui doit l'emporter !

Tous ensemble dans nos commissions de travailleurs, nos commissions de moradores, nos assemblées d'unité, nos assemblées populaires pour la construction de l'Assemblée Populaire Nationale, organe de pouvoir des travailleurs ! Pour le gouvernement des travailleurs !

Contre le capital et la réaction, unité prolétarienne ! Vigilance ! En avant vers la révolution socialiste !

le 19 juillet 1975

Le Comité Exécutif de la Ligue Communiste Internationaliste

Rouge n° 310 p. 7

manifestation des commissions de travailleurs, de moradores et de soldats le 10 juillet à Lisbonne



LA LONGUE MARCHÉ DU DOUBLE POUVOIR NAISSANT

Des événements du Portugal la presse bourgeoise ne retient que les batailles politiques centrales, les frictions entre les différents appareils politiques ; de ce qui se passe dans les usines, dans les quartiers, dans les campagnes, dans les casernes, elle ne retient rien. Pourtant aujourd'hui, partout au Portugal quoique de manière éclatée et avec de grandes différenciations les masses créent leurs propres organes de représentation, à côté et souvent contre les organes de pouvoir de l'état bourgeois. Ce processus d'auto-organisation doit retenir toute notre attention, c'est lui qui incarne la révolution portugaise en marche. Si l'on n'en saisit pas l'importance il est impossible de comprendre ce qui se passe à l'heure actuelle au Portugal. L'avancée du processus n'est pas partout la même, certaines régions, certaines usines, certains villages, certaines unités sont en pointe par rapport aux autres. Nous avons choisi de rapporter des expériences parmi les plus avancées.

Au Portugal les paysans constituent près de 30 % de la population active, ce chiffre suffit à montrer l'importance de l'enjeu qu'ils constituent pour la révolution. Les luttes des paysans sont extrêmement différenciées suivant les structures agraires. Dans le Nord du pays où domine la petite exploitation, les paysans malgré les campagnes de dynamisation du MFA et les tentatives d'implantation de la « Ligue des petits et moyens paysans » contrôlée par le PCP, les campagnes bougent peu. Elles fournissent au contraire la masse de manœuvre de la réaction comme l'a montré la mise à sac des locaux du PCP et du FSP à Rio Major. Dans le Sud, région de grande propriété latifundiaire, où domine le salariat agricole, les occupations de terres se sont multipliées, souvent contrôlées par le PCP. Ce dernier a une politique ambiguë à l'égard des petits et moyens exploitants, le syndicat des salariés agricoles se chargeant de fournir de la main-d'œuvre à la « Ligue ».

a Quebradas et Alcoentre

Les occupations dans les villages de Quebradas et Alcoentre, même si elles ont des limites, ont un caractère bien plus avancé. Dans cette région à 50 kilomètres de Lisbonne le fermage est dominant. Avant le 25 avril les paysans devaient subir le bon vouloir des grands propriétaires absentéistes. Ces derniers pouvaient par exemple décider le triplement du loyer de la terre en le faisant passer d'un loyer en nature (une partie des récoltes) en loyer en argent, ou décider de transformer une partie de sa terre en chasse forçant ainsi les paysans à quitter la terre et alimenter ainsi le courant d'émigration vers les villes ou vers la France.

A partir de février 75, et à la suite de démarches restées sans réponses les occupations de terres se sont multipliées. Les paysans réunis en Assemblée Générale décidaient l'occupation d'une propriété à Alcoentre, ceux de Quebradas les imitaient cinq jours plus tard. Une commission était élue pour préparer l'occupation, et après avoir obtenu l'accord des émigrés, c'est la quasi totalité des habitants du village qui occupait la terre,

drapeau rouge en tête avec leurs fusils de chasse. A la GNR (1), envoyée par le propriétaire qui leur demandait de ne pas endommager la terre, les paysans répondirent : « On ne veut pas abimer la terre ni les installations, car on veut les garder pour nous ».

Les paysans discutèrent ensuite de ce qu'ils feraient des terres. Certains étaient pour le partage mais la majorité décida de les transformer en coopérative et de les cultiver en commun, avec obligation pour chaque membre de fournir un temps de travail sur l'exploitation. La place des paysans émigrés en France est gardée, à charge pour un membre de leur famille de travailler la terre à leur place. Certains membres de la coopérative ne sont pas agriculteurs, mais chauffeurs, menuisiers, mécaniciens... ils travaillent à la coopérative suivant leur spécialité.

Les paysans se sont aussi appropriés les animaux, les machines et les résidences des propriétaires. A Alcoentre celle-ci sert de lieu de réunion, deux maisons étant données aux familles qui s'occupent des animaux. Toujours à Alcoentre, la coopérative manquant de matériel agricole s'est mise en contact avec une commission de travailleurs d'une entreprise de montage de machines agricoles de Lisbonne. Les paysans sont allés expliquer leur lutte aux ouvriers qui sont venus ensuite faire la même chose au village en apportant un tracteur pour le prêt à la coopérative.

De nombreux projets sont en cours. Après une période d'expérimentation la mise en commun des quelques champs qui appartiennent aux paysans. Certains sont prêts à le faire immédiatement mais la majorité, comme nous l'explique un membre de la commission de la coopérative n'a pu en six mois effacer toute une vie, une mentalité individualiste de petits exploitants. L'expérience de travail en commun devrait permettre de vaincre rapidement les résistances. La coopérative d'Alcoentre essaye maintenant de prendre contact avec toutes les commissions et coopératives occupant des terres dans la région pour tenter de travailler ensemble dans le domaine des machines, des engrais, du secteur social et culturel.

Les occupations de terres sont très récentes (entre février et mai), la première récolte n'a pas en-

core été faite. Mais déjà pour les paysans il est clair qu'il ne s'agit pas que les coopératives restent fermées sur elles-mêmes. Elles restent ouvertes à tous ceux qui veulent y participer, sous réserve de l'approbation de l'AG qui prend toutes décisions importantes. Ils savent aussi que pour continuer les occupations, garder les terres contre les propriétaires qui, s'ils sont partis n'ont pas perdu tout espoir de les récupérer, la lutte doit continuer. Ils savent qu'ils doivent s'organiser au niveau des localités et lier leur lutte à celles des autres travailleurs, même si le problème est posé de manière encore confuse. Ce qui est certain, c'est qu'ils n'accepteront pas de revenir à la situation « d'avant » et qu'ils utiliseront tous les moyens contre ceux qui voudraient les y forcer.

le régiment du génie n° 1

Les soldats aussi s'organisent. Le régiment de génie n° 1 (RE 1) à Pontinha, banlieue de Lisbonne, est un bon exemple de l'avancée révolutionnaire dans les casernes. Comme le RALIS (régiment d'artillerie de Lisbonne), le RE 1 est un régiment « en pointe ». Le 28 septembre et le 11 mars l'ont trouvé sans équivoque au côté des travailleurs contre la réaction.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE DE PONTINHA

- 1) Mobiliser les masses populaires de la zone pour les tâches de construction du socialisme au Portugal et la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme.
- 2) Renforcer l'unité des masses populaires avec les militaires en créant des organes de pouvoir « apartidaires », qui sont le principe d'un nouvel état au service des intérêts des travailleurs.
- 3) Garantir le contrôle des masses populaires pour la satisfaction de leurs besoins et pour prendre en main leur destin.
- 4) Pour une économie au service des classes travailleuses, à travers le contrôle de la production, des prix, des loyers...
- 5) Défendre le processus révolutionnaire contre les attaques de la réaction nationale et étrangère dans la voie de l'indépendance nationale contre l'impérialisme.
- 6) « Conscientiser » et organiser les masses populaires afin de gagner les forces nécessaires pour empêcher toute tentative de sabotage, boycott et autres crimes contre l'émancipation des travailleurs.
- 7) Créer dans les masses populaires le courage nécessaire en vue des sacrifices que va exiger la construction du socialisme.
- 8) Elever la conscience politique et culturelle des masses populaires dans le but de combattre l'individualisme, l'égoïsme, etc... de créer une conscience collective et une véritable culture populaire.



Dans ce régiment l'instance dirigeante est l'Assemblée d'Unité (AdU). Elle n'est pas désignée plus ou moins bureaucratiquement comme le projet du MFA le propose, mais élue par trois collèges : soldats, sous-officiers et officiers. Sur 25 membres elle compte 13 soldats, 8 sous-officiers et seulement 4 officiers pour bien marquer comme nous l'a dit un représentant de l'AdU : « l'hégémonie des soldats dans le processus. C'est cette assemblée avec l'ensemble des soldats qui prend en charge la « dynamisation » interne à la caserne comme la mise du régiment au service des travailleurs. A l'intérieur les distinctions sociales tendent à disparaître : plus de mess des officiers, la même nourriture pour tous, les mêmes conditions d'habitation, etc. Le foyer du soldat surprend, des affiches du MFA partout, mais aussi des dizaines de livres et de brochures de Marx, Lénine, Mao, Guévara. Le RE I est abonné à l'ensemble des journaux révolutionnaires dont on discute les articles bien que toute activité « partidaria » soit interdite. Le règlement continue d'exister « mais comme les lois, il est complètement dépassé par la pratique ». En fait ce sont les soldats et l'AdU qui en fonction des progrès du processus déterminent les règles de fonctionnement et de discipline.

Le régiment est au service des commissions de travailleurs (CT) et des commissions de moradores (CM — commissions de locataires). Régiment de génie il répare les routes à la campagne ou dans certains quartiers, il construit des installations à la demande des CM, tout en liant ses activités à une campagne d'explications politiques et de discussions avec les paysans et les travailleurs. Une partie de la caserne sert de terrain de jeu aux enfants du quartier, les ouvriers de la Lisnave viennent volontairement réparer les machines rapatriées en mauvais état d'Angola.

Certes tous les régiments ne fonctionnent pas comme le RE I. Dans de nombreuses unités la discipline est maintenue et des officiers spinolistes sont encore présents. Mais le RE I, comme le RALIS montrent la voie et l'exemple qui commence à être suivi dans d'autres casernes ce qui n'est pas sans poser de problèmes à l'aile droite du MFA.

l'assemblée populaire de Pontinha

Commissions de travailleurs, commissions de moradores, comités de soldats commencent à se centraliser, à se coordonner. A Pontinha existe une Assemblée populaire (AP) coordination de 45 commissions de travailleurs et de moradores et de l'Assemblée d'Unité du RE I. Le 4 juillet l'Assemblée populaire de Pontinha s'est réunie dans les locaux de la caserne du RE I. A 9 heures les délégués des CT et des CM arrivent, ils passent au secrétariat provisoire qui vérifie leurs délégations et leur remet un mandat pour voter (une voix par CT et CM). L'ordre du jour porte sur les statuts de l'AP, les modalités de vote, etc. La présidence est exercée par des militaires du RE I, assistés de deux représentants de CT et CM.

Chaque proposition longuement discutée avant qu'il y ait vote à main levée. La représentation des CM fait l'objet d'une longue discussion. Faut-il que soient représentées uniquement les commissions des quartiers pauvres et des bidonvilles. La discussion est un peu confuse ; mais transparait le souci de

faire de l'AP un organe de lutte des travailleurs en refusant la représentativité aux pseudo-commissions des beaux quartiers qui se contentent de se réunir pour organiser des fêtes ou planter des arbres !

Débat animé quand est abordé le problème de la représentation des syndicats et des juntas de freguesias (2) défendus par des travailleurs proches du PCP. Leur représentation sera refusée, à une faible majorité pour les syndicats, à 40 voix contre 5 pour les juntas de freguesias. Un délégué explique qu'avant le 25 avril les juntas avaient tous les pouvoirs mais que maintenant elles doivent être subordonnées aux commissions de moradores. Un autre dénonce le fait qu'une junta contrôlée par le MDP/PCP a convoqué une réunion des CM et CT d'un quartier de la zone au même moment pour boycotter cette réunion.

Finalement les syndicats et les juntas participeront à l'AP, mais seules les CT et les CM et l'assemblée d'unité auront le droit de vote.

L'impression que l'on retire d'une telle réunion est celle de l'élaboration d'une autre démocratie et d'un autre pouvoir — celui des travailleurs. Certes tout n'est pas parfait. On voit clairement que certains ont visiblement l'habitude de ce type de réunion, alors que d'autres sont un peu désorientés. Mais est présente la volonté de construire le pouvoir des travailleurs. Des divergences existent, elles sont l'expression des différents courants du mouvement ouvrier, elles s'expriment et sont tranchées par les travailleurs dans leurs structures d'organisation.

Aujourd'hui les Assemblées populaires se multiplient après la décision de l'assemblée du MFA, prise sous la pression d'assemblées comme celle de Pontinha. La prochaine étape pourrait être la convocation d'une Assemblée Nationale Populaire, pas décisif vers la création d'un état ouvrier au Portugal.

(1) GNR : garde nationale républicaine, équivalent de nos gardes mobiles.

(2) juntas de freguesias : municipalités de quartier, très souvent contrôlées par le PCP par le biais du MDP.



campagne de dynamisation du MFA

NOTES POLITIQUES

SOYOUZ DE HAUT EN BAS

Les chaînes de radio et de télévision ont donné à l'événement autant d'importance qu'au Tour de France. Soyouz et Apollo en se rencontrant dans l'espace, ont permis une offensive idéologique autour de la coexistence pacifique qui complétait bien le cocorico national de la victoire de Thévenet. Les russes et les américains s'embrassaient fraternellement en arrimant leurs vaisseaux spatiaux : le règne de la technique l'emportait sur les considérations politiques. Les commentaires allaient bon train : « Ah si les USA et l'URSS avaient coopéré plus tôt, n'en serions-nous pas plus loin dans le développement des sciences... Ah ! si beaucoup de Thévenet triomphaient dans la noblesse du sport, nos difficultés s'estomperaient et nos couleurs brilleraient... »

Quelques notes discordantes : la Chine proteste contre la militarisation de l'espace par « les superpuissances ». Et puis il est vrai que règne la coexistence pacifique, il faut bien avouer qu'il y a aussi le Portugal, et là, les agents des russes veulent établir une dictature communiste et militaire à la fois... L'auditeur manquait de point de repère : en plein été, il incline plutôt pour qu'USA et URSS s'entendent et qu'au Portugal les communistes cèdent le pouvoir aux socialistes majoritaires... les deux vont de pair lui semble-t-il...

La réalité ainsi dépolitisée arrive, amortie, sur la chaleur des pages...

Il n'y a pas de relache pour combattre ces sempiternelles sorbettes : les USA et l'URSS ne sont pas « deux superpuissances », deux « impérialismes » qui se disputent et se partagent le monde. Il n'y a pas de neutralité entre les deux états : ils ont une fonction précise dans les luttes de classes mondiales, et l'on n'expliquerait pas de façon satisfaisante, sans cela, l'opposition entre le PS portugais et le PC portugais. L'un, le PS, défend activement, en dernière instance, les intérêts

de l'impérialisme américain quand il mène sa vigoureuse campagne anticommuniste en s'appuyant sur toutes les forces de la réaction et sur la majorité trompée de la classe ouvrière. L'autre, le PC ne se bat pas pour l'instauration de la dictature du prolétariat quand il soutient l'instauration d'un gouvernement militaire, quand il étouffe toutes les formes d'auto-organisation de la classe ouvrière, y compris quand il dénonce la revendication du droit de tendance dans les syndicats comme contre-révolutionnaire : le PC défend une « étape » démocratique de la révolution qui concorde avec la diplomatie, la politique internationale de la couche bureaucratique stalinienne qui a usuré le pouvoir au prolétariat en URSS.

Le partage du monde, la politique de statu quo régnaient entre USA et URSS sont sans arrêt remis en cause par le développement des luttes de classes.

Soyouz et Apollo ne feront pas oublier le document Ponomarev publié et déformé par « République » et « Le Quotidien de Paris » : l'URSS a besoin de maintenir l'unité du bloc stalinien international envers et contre l'influence du PC Chinois, envers et contre les agressions de l'impérialisme américain. Ponomarev critique le PC Chilien pour sa politique opportuniste, il donne son avis, dans le cadre même de la défense de la politique soviétique, sur ce qui aurait dû être fait... Devant le poids de la social-démocratie en Europe, il s'efforce de trouver une orientation permettant de contrôler et de maintenir les luttes et les forces de la classe ouvrière dans le cadre d'une politique de collaboration de classes mais sans sacrifier ni négliger le renforcement des PC comme agents de la bureaucratie soviétique.

Qu'en période de montée des luttes de classe comme en Italie, en Espagne, au Portugal, une telle politique soit difficile à appliquer et exige une haute capacité à trahir les intérêts de la classe ouvrière, cela est certain. Que les difficultés d'application de cette politique témoignent de l'aggravation de la crise du stalinisme, cela est aussi criant.

Mais nous ne reprendrons pas pour autant les « théories » sur les « superpuissances » ou sur « la disparition du bloc stalinien ». Il n'y a pas, d'un côté, la « grande coexistence pacifique » et technique » d'Apollo-Soyouz et de l'autre, les conflits nationaux que l'on analyse cas par cas...
G. Filoche

LE TOUR DE FRANCE

Pour un temps les résultats sportifs remplacent dans la grande presse les sondages sur la popularité de Giscard, Chirac, Mitterand, Marchais... « France-Soir », « Le Parisien » les cultivent à leur manière. L'effort de dépolitisation des masses par la recherche permanente de la promotion du culte et du prestige du chef, cette sorte de déification insidieuse de l'unique, existe aussi bien dans le domaine sportif que politique. Il est bien meilleur pour ceux qui possèdent, que les grandes masses se laissent fasciner par la trajectoire ou l'histoire personnelle d'un individu que de s'adonner à la grande tâche de leur propre libération sociale. L'utilisation du sport comme moyen de manipulation des foules est la fonction du Tour.

Il se peut bien que le Tour de France ait été une réelle fête populaire, que des hommes momentanément devenus des coureurs cyclistes se soient adonnés à la conquête de l'inutile comme d'autre escaladent les pics montagneux.

Des foules considérables se sont rassemblées sur le parcours du Tour depuis les tous débuts. Distraction peu coûteuse, collective, le cyclisme possédait une base populaire immense. Il fallait bien se déplacer à vélo pour comprendre ce que signifiait l'effort de faire le Tour. Pour la classe dirigeante les voitures transformaient la notion de l'effort.

Le Tour est devenu une institution supplémentaire de la République. Sa première rentabilité fut politique. Entre les deux guerres il était courant de la part des hauts-de-forme parlementaires ou municipaux de se réjouir de la venue du Tour de France, car cela détournait le bon peuple des graves problèmes sociaux et politiques pour un bon mois. Ainsi le Tour avait sa place dans le calendrier des gouvernements. Ces braves ministres radicaux, — toujours prêts de l'assiette au beurre, comme les radis, leur semblable végétal —, devaient se concurrencer pour un départ ou une arrivée. Une élection est là qui, peut vous guetter dans un département le lendemain d'une étape.

C'était hier. Depuis la guerre, la dernière en date, les



Giscard, Poniatowsky et Amaury...

choses ont évolué et dans la dernière décennie il est évident que le Tour a encore pris une dimension différente, qui se surajoute à tout ce qu'il était avant.

On ne trouvera personne maintenant pour nier que la moindre activité humaine est désormais systématiquement intégrée à l'économie marchande, que tout est chiffré en terme de profit, de rentabilité financière. Des vacances à la montagne ou à la mer, les voyages, les grandes manifestations dites sportives : le foot, l'athlétisme, etc... sont prétextes à des gigantesques opérations financières. Parce qu'il dure trois semaines et traverse tout le pays, et parfois deux ou trois autres, le Tour offre la plus grande possibilité marchande pour un plus grand nombre d'entreprises capitalistes. La perversion du sport atteint dans le cas du Tour de France un sommet.

la promotion publicitaire une intoxication

Devenir professionnel de la course à vélo signifie pour presque tous les prétendants échapper à la condition d'ouvrier industriel, agricole, de petit employé. Ce n'est pas dans la classe dirigeante que se recrutent les coureurs. Le mirage de l'escalade sociale par le succès sur les routes ou les vélodromes, implique « être remarqué », accepté, recruté par des véritables souteneurs commerciaux qui achètent les coureurs pour constituer des équipes qui baladent dans le pays sur leur dos le nom du chocolat machin, des cigarettes trucs, des réfrigérateurs pouet-pouet, de la crème glacée lolo, etc... Ils sont engagés, parfois enchaînés, par des contrats hiérarchisés, situant à l'avance la place de chaque coureur : le chef pour gagner, l'équipier pour lui donner son vélo, à boire, l'aider à gagner, avec des rémunérations en rapport avec le rôle. La dignité élémentaire de ces hommes transformés en bêtes à pédaler pour le profit de l'employeur, disparaît pour le bien de la promotion publicitaire. Ils en sont l'agent itinérant, des représentants de commerce, captant le regard des masses-consommatrices par le truchement de la compétition, à des fins qui leur échappent. Un trafic d'individus pédaleurs se développe, une bourse de la valeur publicitaire de chacun, réduisant la majorité des coureurs à des ombres, des noms retenus et célébrés par la presse.

il y a bien pire encore !

L'utilisation du sport comme moyen de manipulation des foules est la fonction du Tour.

Le but de cette manipulation est à peine dissimulé. Il s'agit de trouver dans l'inconscient des masses attirées dans l'arène des jeux, un trait d'identité entre le coureur victorieux à force de courage/travail, d'effort/production et le chef politique qui l'accueille, le couronne et l'honore dans ce qu'il incarne des valeurs morales bourgeoises imposées à la classe travailleuse, spectatrice du tour. L'image de l'association capital/travail surgit sur les écrans de télévision, surmontée de la marque de crème glacée qui fournit le maillot jaune. Entreprise de persuasion clandestine.

Ce populisme paternaliste réactionnaire affiché par Giscard et Poniatowski est tout au bénéfice du pouvoir en place qui identifie la manifestation populaire à lui-même. Les masses y sont rassemblées non pas sur la base de leur réalité de classe exploitée, mais presque atomisée devant le « succès social » de l'un sorti des rangs. Conquête de la réussite, recherche de la dureté, de l'affirmation personnelle : culte de la force et de l'écrasement d'autrui, montrant que les chances sont égales pour tous, à conditions d'être du côté du manche ! Tel est le rôle des propos proférés par Giscard et Poniatowski sur les ondes.

Donc Thévenet a battu Merckx ! Et si le Tour de France avait eu lieu avant le marché du siècle, et si Thévenet avait porté sur son dos les couleurs des Avions Marcel Dassault, peut-être que ces belges auraient compris qu'il fallait mieux pour eux d'acheter la mort en France plutôt qu'aux U.S.A.

G. Vergéat



LEUR PART DE VERITE *il arrive un moment où à force de s'incliner en silence, on finit par ramper...*

« Ils ont dû s'incliner devant les « réalités actuelles » de la sécurité qui n'autorisent pas la France à quitter l'Alliance atlantique, ils ont dû se rallier à l'idée que le gouvernement de la gauche participera à la construction de la Communauté économique européenne... Ils ont dû consentir à ramener de 25 à 9 et quatre prises de participation majoritaire le nombre des groupes industriels à nationaliser dans les cinq prochaines années ».

Ce tableau de victoires c'est François Mitterrand qui le dresse dans l'Unité du 15 juillet en réponse au rapport secret de Marchais publié dans le livre d'E. Fajon « L'Union est un combat ». Comme on pouvait s'y attendre la polémique PC-PS ne s'est pas éteinte et Fajon, l'un des plus vieux leaders de la vieille garde stalinienne a eu l'autorisation de publier un rapport qui est plus intéressant par sa date que par son contenu. En Juin 1972, le rapport de Marchais au Comité Central avait été tenu secret, il réaffirmait les conditions d'unité que tout parti stalinien pose, mais à l'époque, on avait déjà en perspective les élections et les militants de base devaient les ignorer, aujourd'hui il n'y a pas d'élection en vue et dans le cadre de la polémique avec le PS, la direction du PC a besoin de justifier sa ligne sectaire d'affirmation, à travers la publication de ce rapport. Sur le fond rien ne peut nous étonner. Le PCF est prêt conjoncturellement aux alliances les plus larges même avec les gaullistes à condition de garder sa personnalité, ses forces et son intervention propre. Personne ne peut le lui reprocher mais les concessions faites au PS ne sont pas majeures. Les rendre public permet simplement de montrer que le PS est plus à droite alors que fondamentalement les deux projets, celui du PC comme celui du PS restent les mêmes, à savoir gérer, après une victoire électorale l'état bourgeois sans même remettre en cause son fonctionnement.

Dans ce cadre restreint, 9 ou 25 nationalisations ne changent rien à la nature de l'état. Les deux partis

apparaissent à travers cette polémique pour ce qu'ils sont: deux partis réformistes mais à des degrés divers. Si ces « révélations » ne nous apprennent rien de nouveau sur la politique de la direction du PCF, elles pourront par contre ouvrir les yeux de tous ceux qui avaient encore quelques illusions sur le nouveau PS. Dans sa part de vérité F. Mitterrand n'hésite pas à se situer et à se flatter d'avoir été un élément modérateur pendant les réunions d'élaboration du programme commun. C'est qu'aujourd'hui il doit donner des gages à la bourgeoisie qui n'hésite pas à utiliser la triste expérience de Soares contre le PS français. Non content de s'afficher ainsi quelques semaines après ses beaux discours sur l'autogestion, Mitterrand vient d'apporter un soutien public à la politique contre révolutionnaire du « parti frère » au Portugal. Il ne s'agit plus là—bas d'un débat sur la presse à travers l'affaire du República mais d'un choix entre la démocratie européenne et du projet d'une société socialiste fondée sur des conseils de travailleurs. Contre cela Soares est prêt à parainner toute la réaction portugaise qui voit là un moyen de s'engouffrer sous le « drapeau du socialisme » et de mener une offensive en règle encore impossible sous son véritable drapeau contre la faction la plus avancée de la classe ouvrière portugaise. Mitterrand est solidaire, cela ne nous étonne pas. Mais que fait la « gauche » du PS, comment réagit le CERES et tous les partisans de l'autogestion socialiste, que dit E. Maire ? Ils se taisent, pudiquement montrant ainsi la valeur de leurs discours sur le pouvoir des travailleurs, l'autogestion et la démocratie socialiste.

L'acceptation du programme commun était déjà un test pour la « gauche » du PS. Le silence sur les événements qui se déroulent au Portugal et la politique menée par le PSP en est un autre. Il arrive un moment où à force de s'incliner en silence, on finit par ramper et quand l'avenir d'une révolution est en cause, cela n'est plus tolérable.



ci-dessus, Marchais et Leroy
à droite Mitterrand
et Marchais



CARON VA DE L'AVANT

Aujourd'hui, alors que les projecteurs de la presse bourgeoise sont braqués sur les plages, 100.000 travailleurs sont en grève. Une grande partie des boîtes débrayées sont de petites ou moyennes entreprises qui ont pour habitude de fermer leurs portes au mois d'août. Ceci serait donc une bonne occasion pour les patrons de choc, de frapper en ne rouvrant pas, ou encore en vidant les boîtes des machines-outils. Petit à petit la vigilance s'organise, la garde des outils de travail se met sur pied. Plusieurs problèmes animent par ailleurs les Comités de Grève, comme ceux des débouchés aux luttes, ou encore celui de la préparation de la rentrée, sur les lendemains des grèves et leur coordination. Ce sont ces questions que nous sommes allés poser à des travailleurs de Caron, à un de leurs délégués syndicaux.

● **Où en est la lutte aujourd'hui ? Peux-tu tirer un premier bilan ?**

Le moral est bon. Le conflit a permis un travail important de popularisation grâce auquel nous avons pu tisser des liens avec d'autres boîtes en lutte. En cette période de crise notre situation est celle de beaucoup de travailleurs tant au niveau de notre région qu'au niveau national. C'est la raison pour laquelle nous avons rapidement établi des liens militants avec d'autres boîtes de la région afin de lancer une vaste campagne sur l'emploi.

● **La journée du 10 juillet sous la Tour Eiffel a-t-elle été un pas en avant vers ce projet de mobilisation régionale ?**

L'appel des deux confédérations a été bien accueilli chez nous.

Autour de cette mobilisation des discussions se sont organisées dans le comité de grève. Cette coordination nationale nous paraissait être d'une aide importante. Nous avons donc décidé d'y aller. De retour le lendemain nous en avons fait le bilan. Sur le strict plan de la popularisation, cette journée fut très positive. La diffusion d'Ouest-Licenciements a permis l'expression d'une vaste solidarité financière. Par contre dans une certaine mesure nous avons ressenti cette journée comme une « opération de clôture de la saison ouvrière ». Du Champ de Mars nous n'avons rien tiré quant aux perspectives de lutte, nous pensons qu'il ne s'agissait pas là d'une réelle coordination nationale des luttes. Il fallait relayer cette journée par des propositions concrètes : c'est ce que nous avons fait !

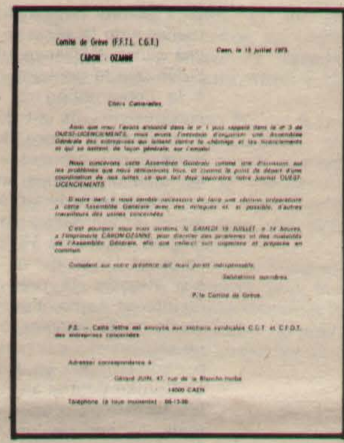
● **Quelles perspectives vous êtes-vous alors fixées ?**

pensant que le 10 à Paris était bien

insuffisant, nous avons repris l'idée d'une coordination régionale des travailleurs en lutte. Le comité d'une coordination régionale des travailleurs en lutte. Le comité de grève et la section syndicale FFTL-CGT de Caron ont convoqué 25 boîtes de la région. Quinze ont répondu : Saviem, Tréfinmétaux, PTT, IMRO, l'EDF... La CGT et la CFDT étaient représentées de manière égale. Nous tirons de cette première réunion un bilan positif. Nous nous sommes mis d'accord sur une série de revendications communes :

- Non au chômage partiel
- Augmentation des effectifs
- Titularisation des auxiliaires

Et nous avons voté le principe d'une Assemblée Générale des travailleurs en lutte de la région. Nous la prévoyons pour la rentrée, nous avons demandé aux Unions Départementales leur participation. Pour préparer cette coordination régionale des luttes se tiendra le 9 en plein mois d'août à Caron, une journée « portes ouvertes ». Nous y discuterons des modalités de la mise en place de la coordination.



CARON OZANNE PAYSANS SOLIDAIRES

Alors que la combativité ouvrière n'a de cesse en cette période de vacances, et tout particulièrement dans cette région de Basse Normandie, des problèmes de soutien et de solidarité sont posés pour une série de secteurs isolés comme celui de la production agro-alimentaire.

C'est pour contrecarrer cette situation d'isolement que les paysans de la Confédération Départementale des Jeunes Agriculteurs (CDJA) décidèrent le développement d'actions de soutien militant et de solidarité avec les travailleurs en lutte.

En 1974, déjà, les paysans du CDJA purent apporter leur soutien aux ouvriers de la Saviem en grève. Mais aujourd'hui, constatant que la seule solidarité par les « ventes sauvages » était insuffisante, ces derniers vinrent à Caron avec un bagage différent.

Ainsi, évitant d'instaurer le seul lien du « marchand sauvage » avec ceux de Caron, les discussions démarrèrent avec le Comité de grève sur les perspectives qui pouvaient dès aujourd'hui être mises en chantier. Le point qui fut l'objet de longues discussions et de l'unanimité fut celui de l'établissement de liens permanents entre les travailleurs de la terre et ceux des boîtes, liens établis bien sûr dans les deux sens. C'est ainsi que, suivant la traditionnelle distribution de vivres aux grévistes, certains parmi eux partirent dans les fermes épauler les paysans au boulot, discutant des formes d'action future.

La solidarité paysans travailleurs avance, se durcit et devient de jour en jour un outil plus offensif.

LETTRE OUVERTE AU MAIRE DE CAEN ET AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Depuis une vingtaine de jours 48 licenciements (soit un tiers du personnel) sont annoncés à l'imprimerie Caro-Ozanne. Cette nouvelle a déclenché la grève avec occupation dans l'entreprise.

Depuis une vingtaine de jours les travailleurs attendent en vain des propositions de la direction.

Depuis une vingtaine de jours c'est le silence du conseil d'administration. Depuis une vingtaine de jours J.-M. Girault, sénateur maire de Caen, responsable de la situation des travailleurs de Caeh, reste muet.

Ne connaîtrait-il pas les problèmes de l'imprimerie Caron-Ozanne ? Pourtant, il est actionnaire à la société d'édition de Basse Normandie qui détient près de 60 % des actions de la société Caron-Ozanne.

Depuis une vingtaine de jours M. Strimatter, président de la chambre de commerce, responsable de la situation de l'emploi, ne semble pas avoir pris conscience du problème posé à l'imprimerie Caron-Ozanne.

Pourtant, M. Strimatter est actionnaire à la société d'édition de Basse Normandie.

Pourtant M. Strimatter siège à notre conseil d'administration.

Vous êtes administrateur, actionnaire, deux des principaux responsables de l'emploi sur Caen, quelles mesures prenez-vous pour résoudre le problème d'une entreprise qui vous touche de très près ?

Par l'absence de position, faut-il en conclure que vous n'étiez intéressés que par votre présence dans un organe de presse sur la place de Caen ?

Comité de grève Caron-Ozanne

BRETONCELLES 7 MOIS DE LUTTE

la solidarité agit
en profondeur

sur la vie politique et syndicale de la région,
c'est elle qui fait la force de Bretoncelles.

7 mois de lutte. Bretoncelles tient toujours. C'est l'hiver dernier que face aux menaces sur leur emploi les travailleurs de Piron décidaient de « licencier » leur patron et de placer l'usine sous leur contrôle. Depuis, dans cette longue bataille où la bourgeoisie n'a pas ménagé ses coups, les rebondissements n'ont pas manqué : contraints d'évacuer l'usine, ils se replient d'abord sur la salle des fêtes. Puis c'est la décision de réoccuper l'usine et l'évacuation par les flics avec l'aide de chiens policiers. Chassés de la salle des fêtes ils établissent alors leur quartier général dans une ferme abandonnée, et continuent la lutte. C'est ensuite la deuxième réoccupation de l'usine qui dure un week-end entier...

Ceux de Bretoncelles continuent durant ces longs mois, ils ont vu défiler une kyrielle de personnages. Un véritable festival: Le Branchu, éphémère candidat patron, le préfet, qui n'a pas hésité à faire envoyer les flics pour les matraquer en pleine préfecture sous prétexte que leur délégation était trop nombreuse. Le syndic, personnage équivoque y fait de belles déclarations et fricote avec le patron dans le dos des travailleurs. Et dernier en date, le PDG de Jouef, qui serait intéressé par les murs de l'usine, mais qui n'a pas encore daigné rencontrer les ouvriers de Piron.

Tout cela n'a pas ébranlé leur fermeté. Comme les Lip qui luttèrent 20 mois pour arracher leur victoire, comme les tanneurs d'Annonay qui fêtèrent le 10 juillet sous la Tour Eiffel l'anniversaire d'un an de lutte, ceux de Bretoncelles savent que ces luttes sur l'emploi sont des épreuves d'endurance et de ténacité.

un nouvel élan pour passer les mois d'été

La lutte avait connu il y a quelque temps une passe difficile. Les ouvriers de Piron, chassés de leur usine et de la salle des fêtes avaient accusé le coup. Certains avaient commencé à baisser les bras. Et puis, après la deuxième réoccupation de l'usine la lutte a trouvé un nouvel élan.

Les mois de juin et juillet ont vu les délégations et les initiatives se multiplier : présence aux fêtes de PH et du PSU, délégation le 10 juillet à la Tour Eiffel.

La mobilisation se maintient. Les AG continuent régulièrement, avec une participation substantielle. Samedi des copains iront à une AG des luttes convoquée par les grévistes de Caron-Ozanne. Dimanche est prévu un méchoui avec des paysans et des militants des comités de soutien. On aborde le cap des vacances d'été avec le moral.

la répression par le fric

Contre eux, gouvernement et patronat n'ont pas lésiné en matière de répression : on a vu plus de flics ici depuis le début de la lutte que depuis 5 ans !

Aujourd'hui, d'une façon plus sournoise ils utilisent la répression par le fric : 26 travailleurs de Bretoncelles (pour commencer) viennent de voir leur indemnité d'attente de 90 % supprimée après seulement de paiement. Concrètement cela veut dire qu'à partir du 11 juin 1975, ils n'auront plus que 35 à 40 % de leur salaire pour vivre (600 F par mois environ pour un OS), sans même parler des retards de paiement (1 mois et demi en moyenne).

Dans cette façon de couper les vivres à ces travailleurs qui luttent depuis trop longtemps à leur goût se manifeste tout le cynisme des sbires du patronat et la valeur des belles promesses qu'ils peuvent faire. Le 8 janvier 1975 en effet c'était tenue une réunion en présence du préfet, du sous-préfet, d'un représentant du ministère de l'Industrie, du directeur départemental de l'emploi et du syndic avec l'UR CFDT et le CE Piron. Le procès verbal de cette réunion prévoyait que : « la recherche d'une solution industrielle devait permettre au mieux le maintien de l'emploi sur place ».

Et il se concluait par une garantie précise : « ces interventions incluent le bénéfice d'indemnité d'attente prévu par l'accord professionnel signé le 14 octobre 1974 ».

Hors, au bout de 3 mois, la direction des ASSEDEC demande à tous ceux qui recevaient l'indemnité de 90 % de prouver qu'ils ont effectivement cherché du travail durant cette période. Et quand les travailleurs de Bretoncelles font une réponse collective rappelant les étapes de leur lutte, la commission ASSEDEC décide de cesser le paiement des 90 %. Le prétexte officiel est qu'ils n'ont pas cherché d'emploi ailleurs qu'à Bretoncelles. Non seulement il est en contradiction avec les promesses antérieures, mais dans un département comme l'Orne où il y a 4500 demandes d'emploi non satisfaites officiellement recensées, le reproche ne manque pas de sel. Il y a effectivement un travailleur de Bretoncelles qui abandonnant la lutte a trouvé à s'embaucher dans une imprimerie, la semaine suivante le patron descendait l'horaire à 35 H avec réduction de salaire !... En réalité le principal reproche que fait le patronat aux travailleurs de Bretoncelles, c'est d'être unis et mobilisés, au lieu de

s'être éparpillés à la recherche de solutions individuelles. Un responsable ASSEDEC l'a d'ailleurs dit crument à un représentant de la municipalité, en expliquant qu'il ne pouvait « décerner l'attribuer le chômage à des gens qui avaient fait une recherche collective » !...

Cette répression par le fric prend d'ailleurs des formes plus insidieuses plus personnalisées. Un couple de militants se voit suspendre l'indemnité pour frais de garde d'enfants (diable, le père chômeur veut bien rester à la maison et s'il part chercher du travail il n'a qu'à amener son gosse avec lui !). Les flics déterrent une vieille amende pour défaut de carte grise qu'un huissier vient porter à domicile.

Mais ces attaques ne feront que radicaliser encore la lutte. La section CFDT qui a répondu par une lettre ouverte au préfet, a sorti un communiqué où elle réaffirme sa détermination : « Voilà 7 mois que nous luttons pour une reprise de l'unité de production de Bretoncelles. Les mesures répressives qui s'abattent collectivement et même individuellement, l'histoire aurait du apprendre à la bourgeoisie et à ses représentants, qu'elles ne peuvent que renforcer notre détermination de venir à bout d'un système qui ne nous offre que le chômage.

Reprise de l'unité de production
Garantie de l'emploi
Garantie des avantages acquis »

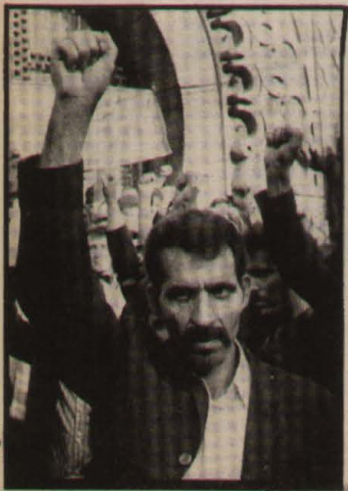
autour de Bretoncelles

Comment font-ils pour tenir depuis si longtemps ? Il y a des choses que ni un préfet ni un patron ne comprendront jamais.

Dans cette région où les traditions et l'organisation du mouvement ouvrier sont faibles, cette lutte prolongée a joué un rôle de véritable locomotive dans la radicalisation de nombreux militants. C'est sur sa lancée que des unions de secteur ont été revitalisées sur des bases gauches ; c'est en référant à elle que se sont référés nombre de militants syndicaux ; c'est à travers la solidarité à Bretoncelles que des dizaines de militants des comités de soutien ont eu une première prise de conscience révolutionnaire.

Et ce courant de radicalisation déborde de la classe ouvrière : des liens ont été tissés avec les paysans travailleurs qui sont toujours dans les coups durs. Cette solidarité agit en profondeur sur la vie politique et syndicale de la région, c'est elle qui fait la force de Bretoncelles. Et cet acquis, quelque soit l'issue de la lutte ne sera jamais effacé.

Correspondant



QUAND UN PATRON A LE MALHEUR D'ATTAQUER

*dans cet
endroit isolé on a l'impression de faire
un plongeon à la fin du 19ème siècle*

Fumel—Monsempron—Libos : une petite agglomération de 10.000 habitants, une petite gare entre Agen, Cahors et Périgueux.

En plein milieu, le long d'une longue rue grise de 2kms, « l'avenue de l'usine »... l'usine Fonderies Pont à Mousson, plus de 2.500 ouvriers. Dans cet endroit isolé, on a l'impression de faire un plongeon à la fin du 19ème siècle ou au début du 20ème. L'usine, c'est toute « la vie » du canton: il y a les logements PAM, le stade PAM, les loisirs PAM. Tout le monde a un frère, un père qui est à l'usine. C'est comme ça depuis 2 ou 3 générations. On est aussi à la campagne: une bonne partie des ouvriers sont aussi paysans. On n'a donc pas l'impression d'une grande concentration ouvrière.

Et pourtant, la PAM, c'est la plus grosse usine du Lot et Garonne, et même de toute la région Aquitaine.

Et pourtant, en cette mi-juillet, les touristes ont pu trouver un élément inhabituel supplémentaire (même si la chose tend à se généraliser en France): piquets de grève, rassemblements massifs aux portes de la PAM, panneaux: « usine en grève avec occupation ! »

Une grève qui n'a peut-être rien d'exceptionnel ou de nouveau dans ses formes. Mais très significative par le seul fait qu'elle existe (en cette période de congés)... significative de la combativité générale des travailleurs, partout en France, même dans des endroits isolés...

Nous avons posé quelques questions à des camarades du récent groupe « Taupe Rouge » de l'usine:

Quelle était la situation avant la grève ?

3.000 ouvriers en septembre 74, 2.500 à Pâques: pas de licenciements ouverts et massifs mais c'est le système des « négriers » (entreprises d'intérimaires qui embauchent des gens qu'on peut licencier à tout moment: cela a permis au patron de la PAM de vider tout tranquillement des centaines d'ouvriers).

En Octobre 71, après plus d'un mois de grève, les travailleurs de la briquetterie de Libos, toute proche ont obtenu la suppression de ce système et vidé Bergon, principal « marchand d'esclaves »...

En même temps, bien sûr, grâce à la peur du chômage le patron de la PAM augmente les cadences, accentue la répression (avertissements, mises à pied, etc...).

Pourtant la PAM n'a pas de difficultés économiques: elle a réalisé

des profits énormes en 74; il s'agit surtout, en tablant sur le climat général de la « crise », de restructurer l'entreprise (supprimer les secteurs peu rentables, augmenter l'exploitation des travailleurs).

Donc, climat de ras-le-bol sur les chantiers...

Comment la grève a démarré ?

Ce qui a tout fait déborder c'est, à 15 jours des congés, deux attaques frontales du patron:

1. une réduction d'horaires était prévue pour septembre (de 42h à 41h): il réussit l'exploit de l'accorder tout en maintenant le temps de travail. Comment ? En supprimant un acquis important: le temps de casse-croûte, toujours compté jusqu'à présent dans le temps de travail !

2. licenciement d'un militant CGT Giraldu, seul parmi les techniciens à avoir fait grève...

Riposte immédiate: le mercredi 16, la grève générale avec occupation est votée en AG (avec le soutien des trois syndicats CGT, CFDT et FO).

Comment ça se passe, cette occupation ?

Bien qu'il y ait une combativité certaine, l'occupation n'a pas été effective et massive. Pour deux raisons: d'abord, par manque de tradition dans ce domaine (la dernière occupation date de 68, celle d'avant de 36): on laisse les gars sans aucune activité; c'est la belote et la pétanque, au mieux. A force, ils se sentent inutiles et comme il y a les petits pois ou la moisson, ils se barrent.

Ensuite parce que les directions syndicales se refusent à laisser rentrer tout le monde par peur des non-grévistes (ce qui ne tient pas debout parce que les jaunes, on les connaît et on les laisserait pas rentrer).

Quels ont été les moments-clés ?

Le jeudi 17, le patron menace: « si la situation n'évolue pas, si les portes restent bloquées par les grévistes, on arrête les hauts-fourneaux: ce sera le chômage technique jusqu'aux congés ».

Le lendemain, AG: quelques dirigeants CGT et FO proposent d'ouvrir les portes le temps de des négociations. L'écrasante majorité des grévistes refuse (vote à main levée).

Dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19, la plupart des membres du piquet (dont tous les délégués) sont convoqués au tribunal des référés

d'Agen samedi matin. Et là, une première victoire: l'action en justice est reportée au mardi 22 (rassemblement à Agen le matin, manif à 18h à Fumel).

A noter l'attitude du PC qui à tout propos sort ses banderolles, son député, et se met en avant: que cela risque de minoriser le mouvement (tout le monde n'étant pas toujours d'accord pour défiler sous son sigle) n'a pas l'air de le gêner.

Ce matin, lundi, à 4h, on craignait un coup de force du patron pour faire rentrer des gars à la centrifugation (et sortir des tuyaux). Le piquet de grève, très massif, a réussi à empêcher cette manoeuvre.

Et maintenant ?

Alors qu'il faudrait: renforcer l'occupation; appeler tous les travailleurs du département à se mobiliser pour mardi à Agen (et c'est possible, le courant passe; deux exemples: la briquetterie a posé un préavis de grève s'il y a intervention policière; 4.000 collecté en un soir au festival de Cazals), aujourd'hui, les dirigeants CGT et FO nous font voter à bulletin secret sur l'ouverture des portes pendant les négociations (alors que même certains membres du PC sont pour la fermeture...).

Ce matin, une « Taupe Rouge » qui appelait à ne pas céder au chantage du patron, a été particulièrement bien accueillie.

On peut dire qu'on est au moment décisif... Va-t-on reculer ou pas ? La CFDT qui est le seul syndicat à prôner le maintien des portes fermées, apparaît surtout comme voulant placer son sigle et ses cartes (tract d'aujourd'hui: « cela suppose immédiatement une adhésion massive à la CFDT. Votez non à l'ouverture des grands portails, adhérez à la CFDT »). Et pourtant un mouvement de masse est encore possible: la preuve: la mobilisation de 4h ce matin... Correspondant.

Dernière minute: lundi soir résultat du vote à bulletin secret. OUI à l'ouverture le temps des négociations: 812. NON: 436. Les portes s'ouvrent, réunion des négociations, le patron ne cède en rien, départ des délégués. A minuit, réunion où les dirigeants départementaux et nationaux appellent à laisser les portes ouvertes.

La quasi totalité de la section décide le maintien des portes fermées. 2h du matin: les portes refermées par le piquet. Toute la nuit et surtout à 4h un piquet très combattif bloque les portes. Mardi 15h à Agen le juge des référés demande un délai de 24h. Il y a des chances qu'il se déclare incompétent. Tout est encore en suspens.

LE SENS DE NOTRE ADHESION

*Dix militants
qui ont été les animateurs
de la Voie Communiste à Paris*

ont décidé d'adhérer à la Ligue Communiste Révolutionnaire.

*Le Comité Central de la Ligue a accepté leur demande et, aujourd'hui,
trois d'entre eux expliquent, au nom de tous les camarades concernés,
le sens de leur démarche.*

Rejoindre aujourd'hui la Ligue Communiste Révolutionnaire signifie, pour nous, apporter notre contribution au travail révolutionnaire que rend possible et nécessaire la situation actuelle.

La crise de la domination bourgeoise est une réalité universelle. Elle offre aux révolutionnaires la possibilité de conquérir une réelle implantation de masse. C'est notamment le cas en Europe. L'influence des divers courants réformistes y est encore prédominante mais la logique même des luttes des classes va dans le sens d'un changement du rapport des forces au sein du mouvement ouvrier.

Mais l'évolution ne peut être automatique. Dans toutes les batailles d'envergure, une avant-garde s'oppose pratiquement aux réformistes, souvent avec un courage et une clairvoyance remarquables. Toutefois, les militants qui la composent n'ont en général à leur disposition ni la méthode politique ni les moyens organisationnels qui leur permettent d'aller jusqu'à la rupture définitive avec les dirigeants du mouvement ouvrier. Les aider à progresser sur cette voie, au rythme et selon les formes de leur expérience, relève de la responsabilité de l'avant-garde politique révolutionnaire.

Ce ne sont pas seulement la clarté de leur programme, ni la fidélité aux meilleures traditions

politiques du communisme qui permettront aux révolutionnaires de s'acquitter de leur devoir. Il leur faut encore se montrer capables d'élaborer une stratégie qui rende leurs objectifs assimilables par les travailleurs les plus conscients. Cela implique un style de travail de masse qui répudie toute complaisance sectaire, une intervention dans les syndicats qui prenne en compte le niveau réel des préoccupations des syndiqués etc...

Et, sur le plan politique, il s'agit de déployer un effort incessant pour réaliser l'unité d'action de tous les courants et de toutes les organisations qui aujourd'hui luttent effectivement contre la politique réformiste, en posant la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Un parti comme le PSU occupe de ce point de vue, depuis son dernier congrès, une place privilégiée. A l'intérieur de la CFDT, nombreux sont les militants qui, quelle que soit leur position politique présente, auront de fait leur place dans un parti révolutionnaire. S'adresser en permanence à ces forces pour qu'elles contribuent à constituer un pôle de regroupement dans le mouvement ouvrier est une tâche essentielle. C'est aussi, on le répètera jamais assez, une démarche décisive pour la construction du parti révolutionnaire.

La réalisation de l'unité d'action implique de nombreuses batailles politiques. Pour les mener à bien, il est indispensable qu'existe, dès aujourd'hui, une organisation d'avant-garde, alliant un programme sans ambiguïtés à une pratique sans sectarisme. La Ligue Communiste Révolutionnaire nous semble remplir ces conditions.

La Ligue Communiste Révolutionnaire a conquis, depuis sa fondation une place décisive dans le mouvement révolutionnaire en France. Sa capacité d'intervention à tous les niveaux, y compris dans le mouvement ouvrier, témoignent de sa vitalité et de ses possibilités, en dépit de ses limites organisationnelles. Depuis quelques années, depuis son dernier congrès en particulier, elle a franchi un pas dans le domaine politique, en ouvrant un débat concret sur les modalités de construction du parti révolutionnaire, et donc sur l'ensemble des problèmes de l'unité des forces révolutionnaires. Le sectarisme que ses adversaires imputent à la Ligue n'est pas compatible avec une telle démarche.

C'est donc en tenant compte de cette réalité militante et de cette évolution politique de la LCR que nous avons décidé d'y adhérer. Nous avons participé — pour certains d'entre nous depuis 1958 — aux activités de la Voie Communiste. Nous dresserons le bilan de notre expérience dans une brochure. Nous ne voulons aujourd'hui qu'insister sur un point : notre activité passée a toujours été entravée par l'erreur majeure que nous avons commise dans le domaine de l'organisation. Nous n'avons jamais envisagé concrètement la nécessité de la construction du parti comme un travail de regroupement, de délimitation et d'intervention de tous les instants. Cette carence fondamentale a empêché nos analyses, même les plus fondées, d'acquiescer une portée pratique. En rejoignant la LCR, nous sommes conséquents avec cette critique de notre propre action.

Adhérer à la Ligue, c'est adhérer à la IV^e Internationale ; nous le faisons en toute connaissance de cause. Notre activité s'est toujours située dans la lignée générale du trotskysme et nous croyons à la nécessité d'une internationale révolutionnaire. La création de la IV^e Internationale a été une réponse nécessaire à la dégénérescence stalinienne de l'Internationale Communiste. Malgré des faiblesses et des contradictions évidentes l'Internationale fondée par Trotsky a pu se maintenir, développer et approfondir sa vision du processus révolutionnaire mondial. Il s'agit là d'un acquis. La IV^e Internationale constitue le cadre dans lequel on peut œuvrer aujourd'hui avec un maximum d'efficacité à la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse.

Nous nous sommes toujours efforcés d'agir en révolutionnaires, c'est-à-dire en militants auxquels toute inconditionalité, toute orthodoxie sont étrangères. Rejoindre la LCR ne signifie pour nous aucun renoncement. Et le plus bel hommage que nous puissions rendre à la Ligue est d'affirmer publiquement qu'elle est le lieu où les marxistes-révolutionnaires peuvent débattre et agir utilement pour une stratégie révolutionnaire efficace.

Nous avons voulu faire connaître notre adhésion pour en expliquer la signification à tous ceux avec lesquels nous avons milité. Nous espérons que notre démarche et l'appel qu'elle implique auront le plus large écho possible.

Denis Berger
Jean-Marie Govezou
Paul-Louis Thirard
Rouge n° 310 p. 15

«H.R.» CONNAIT-ELLE UN COURS «DORIOTISTE» ?

Plusieurs lecteurs ayant manifesté un intérêt à l'analyse des groupes «mao-staliniens» tels que l'« Humanité Rouge », il nous faut répondre à deux questions, très sommairement ici, quitte à y revenir dans des articles plus longs (dans *Marx ou Crève*, par exemple) :

1) des lecteurs s'interrogent : « H.R. » n'est elle pas en train de suivre un cours « doriotiste » et, en s'alliant avec des éléments de la N.A.F., de l'U.J.P., en soutenant Jobert ou Strauss contre le social-impérialisme, ne rompt-elle pas les amarres avec le mouvement ouvrier ce qui impliquerait de combattre ce groupe autrement que par une bataille d'idées ? A cela la réponse doit être claire : non. Il faut considérer « H.R. » comme étant partie prenante du mouvement ouvrier encore aujourd'hui. Ce n'est pas ce qu'il y a de plus beau dans le mouvement ouvrier, certes ; cette sinistre caricature du stalinisme resurgissant à l'ombre de la politique de la bureaucratie chinoise est en effet porteuse de grave sectarisme et de division criminelle. C'est une politique dont les effets sont contre révolutionnaires : lutte contre l'antimilitarisme, lutte contre l'état ouvrier (même dégénéré) soviétique, lutte — y compris physique — contre les organisations réformistes qui organisent la classe ouvrière, alliance avec des secteurs importants de la bourgeoisie, tout cela doit être vigoureusement combattu et dénoncé par une bataille politique sans concession. Il convient d'opposer à la politique de division de la classe ouvrière des maoïste, une politique de front unique de toutes les organisations de la classe ouvrière : ainsi de ne pas aboutir au Portugal à un soutien au PS et au PPD contre le « social-fascisme » du PCP mais au contraire à une lutte pour que les directions du PS et du PC cessent de diviser tragiquement la classe, pour qu'ils prennent le pouvoir en tant que principaux partis implantés dans la classe ouvrière et pour qu'ils rompent avec tous représentants de la bourgeoisie, pour que des organismes unitaires d'auto-organisation de la classe se développent et se coordonnent, creusets et instruments d'unité. Mais il convient de mener cette bataille en partant du point de vue que « H.R. » applique scrupuleusement la politique extérieure de l'état chinois et est lié explicitement à la direction maoïste.

2) pour analyser correctement les erreurs sectaires des maoïstes, pour y faire face de façon théoriquement satisfaisante, il convient d'être intransigeant sur l'appréciation de l'état ouvrier bureaucratiquement dégénéré en U.R.S.S. Il faut bannir tout vocabulaire sur « l'impérialisme russe », sur « les deux super puissance » et tout ce qui tend à identifier la politique stalinienne suivie en URSS et par les PC qui la soutiennent, avec celle de l'impérialisme américain et des ses agents politiques. Non seulement le capitalisme n'est pas restauré en URSS, il n'y a pas de « classe dominante et exploiteuse » mais dans l'hypothèse d'un conflit entre l'URSS et les USA, nous soutenons inconditionnellement l'URSS ce qui n'implique en rien une caution à la politique de sa direction actuelle, ni à la couche bureaucratique qui a usurpé le pouvoir d'entre les mains du prolétariat.

Ces deux affirmations qui sont indispensables pour compléter les articles parus dans les numéros précédents de *Rouge* sur « H.R. » demanderont à être argumentées en détail ultérieurement dans nos colonnes.

G. Filoche

(Doriot, dirigeant du PCF devait rompre avec lui à la veille du front populaire, et créer un groupement indépendant du Komin-tern le PPF qui devait glisser sur des positions fascistes)

LA
REFORME
« BOUT-
FILTRE »

Des mesures adoptées au dernier Conseil des ministres, les bidasses ne retiendront pas grand chose. Pour une bonne part, elles ne font qu'entériner un état de fait imposé déjà par la lutte des soldats dans de nombreuses casernes. Ainsi en va-t-il du port de la tenue civile en dehors du service et des enceintes militaires, de la suppression de l'appel du soir et de la généralisation du quartier libre jusqu'à minuit. Pour le reste, il s'agit de quelques demi-mesures qui ne soulignent que mieux l'actualité brûlante des revendications avancées par les comités de soldat, déjà contenues pour l'essentiel dans « l'Appel des Cent ».

Comme par le passé, le soldat se voit nier les droits les plus élémentaires, et confirmé dans son statut d'assisté social. Travailleur sous l'uniforme, il touche une solde qui n'a rien à voir avec un salaire au niveau du SMIC qu'il réclame à juste titre. A fortiori, en ce qui concerne ses droits démocratiques élémentaires, il se heurte à l'opposition catégorique de la hiérarchie militaire et du pouvoir. Le droit d'organisation lui est toujours nié avec la même vigueur, malgré le développement des comités de soldats et de la bataille pour le syndicat de soldats.

L'amélioration du régime des permissions prend également une tournure douteuse : si les bidasses revendiquaient à juste titre des transports gratuits au lieu du « quart de place » qui leur est généralement alloué, la mise en place de trains spécialement réservés à leur transport ne va guère résoudre leur problème, si cela conduit, comme aujourd'hui pour l'Allemagne, à leur interdire l'accès à tous les autres trains.

Quant aux possibilités offertes à certains de « rempiler » quelques semaines ou quelques mois pour ne pas venir grossir la masse des chômeurs, cela en dit long sur les mesures qu'entend prendre le pouvoir pour résorber, ou plutôt dissimuler le chômage. Elles visent sans doute aussi à favoriser l'engagement de personnels d'encadrement alors que les candidats spontanés ne se busculent pas au portillon.

Il semble donc que l'équipe Bourges - Bigeard ait remis sine die tout projet de réforme profonde de l'armée et pense pouvoir s'en tenir au saupoudrage de mini-mesures pratiquées jusqu'à présent. Voilà qui leur réserve de mauvaises surprises : le contingent incorporé aujourd'hui n'est pas fait d'un bois plus tendre. Il saura poursuivre la lutte jusqu'à la victoire et balayer définitivement ces similitudes, dont la plus sérieuse est sans doute d'avoir doté les « troupes » d'un bout filtre.

MARSEILLE:
« LE JOURNAL
DE L'APPELE »

des J.C.
dans un comité de soldats soutenu par la CGT,
la CFDT, et la FEN des Bouches du Rhône

Le 2 juillet au matin le camp de Sainte Marthe, près de Marseille s'est éveillé dans l'émoi général : le n° 2 du « Journal de l'appelé » avait été distribué la nuit précédente par le comité de soldats. Fouille généralisée et arrestation immédiate de deux appelés accusés arbitrairement : scénario presque banal au pays de Bourges et de Bigeard. Moins banale par contre est la riposte qui s'organise sur le champ : conférence de presse du comité de soldats à la Bourse du Travail avec la participation de la CGT, de la CFDT et de la FEN des Bouches du Rhône. Deux jours plus tard, les soldats étaient relâchés.

Il faut dire que le comité de soldats qui s'est solidement structuré depuis mars dernier sur les casernes de Marseille, Sainte Marthe, Carpiagne et aux Train, bénéficie d'une audience et d'un soutien assez exceptionnels, en partie liés à la présence active des militants des JC en son sein. C'est ainsi que « La Marseillaise », le journal local du PCF, avait salué la parution du n° 1 du « Journal de l'appelé » : le comité de soldats s'y réclamait tant de « l'Appel des Cent » que du « statut démocratique du soldat » proposé par les JC, et réclamait le droit pour le soldat « d'être défendu par une instance s'occupant de ses intérêts : comité de soldats, ou syndicats, ou délégués élus. La Marseillaise reproduisait aussi un appel du comité de soldats conclu par : « ainsi les soldats affirment leur volonté de s'organiser pour défendre leur droit, en étroite solidarité avec tous les travailleurs et leurs organisations ». Par la suite, des représentants du comité de soldats ont rencontré officiellement l'UD CGT, la CFDT et la FEN, et publié des communiqués communs.

Ce qui se passe depuis quelques mois à Marseille est largement significatif de l'évolution en profondeur du mouvement des soldats. Depuis quelque temps déjà, nombre de militants syndicaux sont venus renforcer les comités de soldats et favoriser ainsi leur jonction avec les organisations ouvrières. La présence de militants des JC dans un comité de soldats n'est pas non plus à proprement parler un phénomène nouveau, même si c'était jusqu'alors de leur part un choix



extrait de « la Marseillaise »
Journal local du PCF

individuel. On savait aussi les JC divisés sur la question du droit d'organisation dans les casernes et du syndicat de soldats, sur lesquelles leur « statut démocratique du soldat » observe un silence éloquent et désapprouvateur.

L'exemple de Marseille vient confirmer que l'on peut et que l'on doit gagner massivement les JC à la lutte que mènent les comités de soldats, les gagner à la lutte pour la construction d'un syndicat de classe des soldats avec l'appui de l'ensemble du mouvement ouvrier,

et des organisations syndicales en premier lieu.

De même, l'ensemble des comités de soldats sont en droit d'attendre des syndicats de leur région le même appui que celui apporté par la CGT, la CFDT et la FEN des Bouches du Rhône au comité de soldats de Marseille.

C'est par là que doit passer la bataille pour le développement et l'élargissement des comités de soldats, pour la conquête du droit d'organisation et la construction d'un syndicat de soldats.

P. Robs

PAS DE VACANCES POUR LA S.M.

A sa manière, la Sécurité Militaire prépare l'arrivée du contingent d'août. Dans plusieurs casernes, en Allemagne notamment, des opérations ont été menées ces dernières semaines pour s'efforcer de démanteler ou tout au moins de neutraliser les comités de soldats les plus actifs.

A Spire : un comité spécial de Spirate-rouge, le journal du comité de soldats vient de sortir. Il confirme l'arrestation de 6 soldats du 10^e R.G. Une vingtaine d'autres ont subi un interrogatoire par la Sécurité Militaire. Six soldats ont donc été emprisonnés et mutés : Philippe de la Celle, Thierry Demeleumeester, Bernard Depinois, Joël Lust, Marx Slyper et Jean-Luc Touly. Selon d'autres informations, ils auraient été gardés au secret dix jours à la forteresse de Landau, puis dispersés dans différentes casernes. Marc Slyper aurait ainsi été muté au 601^e RCR à Achern.

A Radolfzell : un communiqué du comité de soldats fait état de l'arrestation de sept soldats frappés de peines de 30 à 60 jours de prison. Il s'agit de Jean, muté à Willingen, de Ruiz, muté à Tübingen, de Brunel, Fernandez, Dousson, muté au 129^e RI de Constance, et de Daburon et Jarry.

Trois d'entre eux avaient été interpellés arbitrairement le 1^{er} juillet, le matin de leur départ pour le Centre d'entraînement de commandos de Breisach. Il faut dire que depuis mars 75 les choses se précipitent au 3^e RI : 96 signatures de l'Appel des cent, formation du comité de soldats et sortie du 1^{er} numéro de son journal « Alerte ». Prévenus de leur arrestation, treize de leurs camarades ont refusé de défilier devant le colonel en signe de protestation. Malgré la répression, le combat continue.

USA: PLUS DE 8 MILLIONS DE CHOMEURS

*lentement
l'immense prolétariat américain
s'éveille d'un long sommeil de 30 ans*

Le Bureau des statistiques du Ministère du Travail des Etats-Unis a publié, le 2 mai ses chiffres pour le mois d'avril 1975. Le taux de chômage corrigé des ajustements saisonniers est le plus élevé depuis 1941. Sur un total de 84,1 millions de salariés c'est 8.167.000 travailleurs qui se trouvent aujourd'hui au chômage, soit 8,9 % de la main d'œuvre. Depuis le début réel de la récession américaine en août 74, 33 millions de salariés ont été licenciés par leurs entreprises. Ce chiffre à lui seul donne l'indice de la gravité de la crise.

en réalité au moins 10 millions de chômeurs

Les statistiques officielles n'incluent pas les « découragés », c'est-à-dire ceux qui ont renoncé à chercher un emploi. Selon les évaluations le chiffre de ces « découragés » s'élevait à 1,1 million au mois de mars, soit 500.000 de plus qu'en octobre 74 (73 % d'augmentation). Parmi eux 30 % sont des travailleurs noirs et 70 % des femmes. Ils et elles ont renoncé aux interminables files d'attente devant les bureaux de chômage. A la fin du mois de mars c'est donc **au moins 8,5 millions** de travailleurs qui n'ont plus de travail, et **environ 1,5 millions** qui ont renoncé à en chercher, c'est-à-dire **10 millions de chômeurs** soit 12 % de la population active. La période moyenne de chômage est passée de 11,4 semaines en mars à 12,9 en avril.

les jeunes et les noirs, les plus durement touchés

Les chiffres gouvernementaux par catégories sont encore plus révélateurs que la moyenne nationale fourre-tout des 8,9 %. Pour les catégories représentant le cœur de la population laborieuse, le prolétariat lui-même, les chiffres sont nettement supérieurs à celui supposé de la moyenne nationale (8,9 %) et même à celui plus vraisemblable de 12 %.

Pour les ouvriers d'industrie dans leur ensemble le chiffre est de 13 % et s'élève à près de 15 % pour les travailleurs noirs qui forment aujourd'hui les gros bataillons de la classe ouvrière des grandes entreprises du Nord des Etats-Unis. D'après les estimations un jeune sur cinq est chômeur (la majorité des ouvriers américains a moins de 30 ans). Parmi les jeunes travailleurs noirs 2 sur 5 sont sans travail. Ce dernier chiffre est certainement le plus sous-évalué de tous. Dans un rapport récent publié par la Wharton School of Finance le professeur Bernard E. Anderson démontre en s'appuyant sur deux séries de faits que le chiffre réel du chômage est d'environ 80 % pour les jeunes travailleurs noirs. Il note d'abord que pendant les 10 années écoulées, et ce indépendamment de la conjoncture, un quart des jeunes travailleurs noirs étaient sans travail. Il relève ensuite que la proportion des jeunes noirs faisant partie de la main d'œuvre a pratiquement diminué de moitié — de 67,8 % en 1950 à 34,7 % en

1973 — tandis que la proportion dans la jeunesse blanche restait stable autour de 63 %. En rapprochant les deux constatations il en déduit qu'un grand nombre de jeunes noirs ont quitté le marché du travail en désespérant d'y trouver un emploi. Ce potentiel considérable de main d'œuvre inemployée n'apparaît jamais dans les statistiques officielles.

« C'est un fait que toute une génération de jeunes noirs parviendra à l'âge adulte comme économiquement marginaux, aigris et anti sociaux », écrit un journaliste américain dans le New-York Times (4 mai 1975). Les experts gouvernementaux qui connaissent bien la réalité qu'ils refusent d'inclure dans leurs statistiques s'agitent nerveusement à l'approche de l'été. A Watts, Harlem, Newark, dans les immenses ghettos noirs d'Amérique l'été est toujours chaud et rend encore plus insupportable la misère des taudis. Cette année qui sait si l'été ne sera pas bouillant ! Tous les businessmen distingués semblent en tout cas le redouter et s'affairent à mettre sur pied des « programmes d'emploi pour l'été ». Ils ne cherchent même pas à faire passer cela pour des écoles d'apprentissage : « leur but est de refroidir les choses en retirant des rues tous ces jeunes agités » (New-York Times du 4 mai 1975).

du travail pour tous !

Lentement l'immense prolétariat américain, amadoué par la prospérité impérialiste, embrigadé dans la chasse aux sorcières, relégué au rang de fretin électoral d'une bureaucratie syndicale qui partage ses loisirs entre la CIA et la mafia quand elle ne joue par les rabatteurs pour un Johnson ou un Nixon, lentement la classe ouvrière américaine s'éveille d'un sommeil de 30 ans. Ils étaient 60.000 à manifester à Washington le 26 avril pour réclamer du travail pour tous (« Jobs for all ! »). Bien sûr les PDG de la grande centrale syndicale AFL-CIO (American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisation) qui roulent en longue

cadillacs noires n'avaient fait que le strict minimum pour organiser cette marche du travail : juste ce qu'il faut pour calmer la base et ne pas effrayer les patrons, qui sont leurs patrons.

Pourtant il n'est pas sûr que cela suffise. Il y a quelques mois à peine on pouvait voir les ouvriers de Detroit, où General Motors possède toute la ville, cultiver les petits jardins qui s'enfilent derrière leurs maisons toutes semblables. Ils font pousser des légumes pour économiser au maximum l'allocation chômage que leur verse le syndicat (l'UAW : United Auto Workers) pendant les six mois qui suivent leur licenciement.

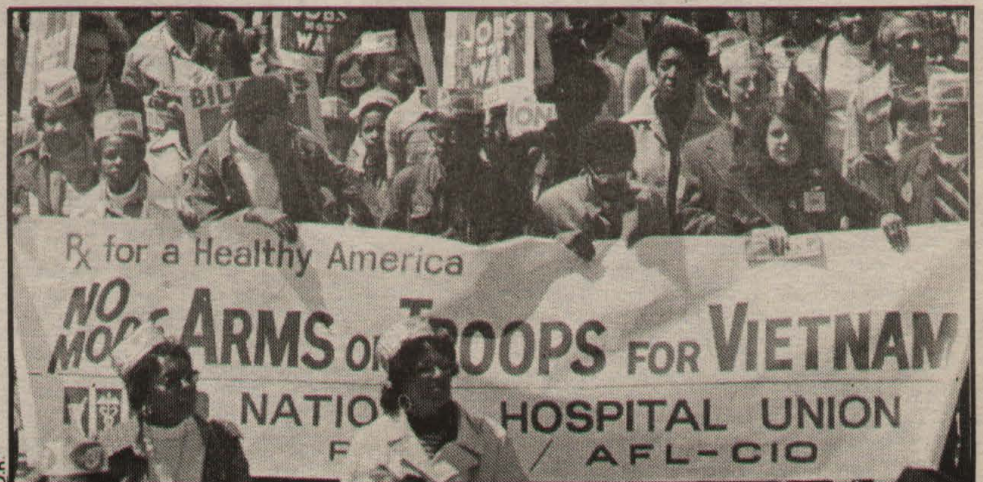
Hier ils étaient 60.000 à Washington, c'est peu. Ce n'est même qu'une infime partie des travailleurs de Washington. Mais ce premier pas a donné des idées à ceux qui étaient venus. De petites manifestations s'organisent un peu partout. Petites par la taille, elles tranchent par le fait qu'elles s'attaquent presque toutes au vrai responsable : au gouvernement, à la présidence.

Ford peu avant la victoire des révolutionnaires indochinois demandait un milliard de dollars au Congrès américain pour tenter d'enrayer le débacle des marionettes saïgonnaises. En même temps il prenait dans la poche des travailleurs américains huit milliards de dollars d'impôts supplémentaires et faisait des coupes sombres dans les budgets sociaux pourtant déjà maigres. Les manifestants de Washington ripostaient en réclamant « des milliards pour l'emploi, pas pour la guerre ». La classe ouvrière américaine s'éveille, elle mettra encore du temps à réaliser sa force et à faire entendre sa voix. Mais ce jour là les Rockefeller ou les Ford pourront vraiment dire que la situation est catastrophique, pour eux !

Charles Michaloux

POURCENTAGES OFFICIELS DE CHOMEURS PAR CATEGORIES :

Jeunes travailleurs noirs	40,2 %
Jeunes travailleurs (toutes races)	20,4 %
Ouvriers du bâtiment	19,3 %
Travailleurs noirs	14,6 %
Ouvriers d'industrie	13 %



Washington, 26 avril 1975 : « Des milliards pour l'emploi, pas pour les guerres ! »

UN CHIRURGIEN A HANOI

Le docteur Jean-Michel Krivine, secrétaire général de l'Association médicale franco-vietnamienne vient de passer quinze jours à Hanoi. Il s'était rendu en R.D.V. en 1967, dans le cadre du Tribunal Russel et avait pu visiter avec le professeur Kahn et le cinéaste Roger Pic, les zones libérées du Sud. Il a bien voulu répondre à nos questions.

● Dans quel cadre s'est déroulé ton voyage ?

J'ai été invité par le ministère de la santé de R.D.V. Lors de mon premier voyage, j'avais sympathisé avec un très grand chirurgien de Hanoi, le professeur Ton That Tung. Nous avions convenu qu'un jour je reviendrais pour travailler dans son service et notamment étudier la chirurgie du foie dont il a une très grosse expérience.

● C'était donc un voyage d'étude.

Oui mais bien entendu, quand on va à Hanoi, même comme chirurgien, on s'intéresse à tout et j'ai essayé de recueillir le maximum d'impressions. Tous les matins, je me rendais à l'hôpital Viet Duc (de l'Amitié Vietnamo-allemande), l'ancien hôpital Yersin, dont Ton That Tung est le directeur.

Jusqu'à 8h 15, se déroulait le « staff » du service de chirurgie, en présence d'une soixantaine de médecins et étudiants. On passait en revue tous les cas examinés pendant la garde. Puis c'étaient les opérations jusqu'à 11 heures. L'après-midi, je me balladais ou j'avais des rendez-vous.

● Qui est ce Ton That Tung ? est-ce un mandarin aux pieds nus ?

C'est le pape de la chirurgie vietnamienne. Cet homme est doté d'une personnalité extraordinaire. Il a formé tous les chirurgiens de la R.D.V., ayant pris le maquis en 1946 avec quelques professeurs et étudiants. C'est lui qui a donné à la chirurgie hépatique vietnamienne ses lettres de noblesse, mais il a également introduit dans son pays la chirurgie pulmonaire et la chirurgie cardio-vasculaire. L'utilisation des lampes de bicyclettes pour éclairer les salles d'opération, c'est lui qui en a eu l'idée pendant la première résistance et j'ai parlé avec les chirurgiens qui, à Dien Bien Phu opéraient dans les tranchées éclairées de la sorte. Contrairement aux « mandarins » de chez nous, à plus de soixante ans, il continue à s'enthousiasmer pour son métier et à

faire de la recherche. Ses préoccupations actuelles concernent le traitement du cancer du foie par l'association chirurgie-immunologie. Il est possible que l'augmentation très importante du nombre de cancers primitifs du foie observés actuellement au Vietnam soit en rapport avec l'utilisation massive de défoliants par les Américains et notamment du 2-4-5-T qui contient une impureté très nocive pour le foie, la dioxine.

● Dans quelle langue parliez-vous ?

En Français. Les médecins de plus de quarante ans parlent encore très bien le français ; par contre les étudiants apprennent le russe ou le chinois. Il semble y avoir depuis quelques années un nouvel intérêt pour l'étude de l'anglais et du français. Un jour, pendant le « staff », un neurochirurgien m'a demandé de lui procurer une grammaire latine... Il n'arrive pas à en trouver dans Hanoi. Il faut vraiment venir au Vietnam pour rencontrer un type qui a envie d'une grammaire latine !

● Quelle impression t'a fait Hanoi depuis ton voyage de 1967 ?

Tous les observateurs parlent d'austérité, de pauvreté, de dignité. Tout cela est vrai mais demande quelques explications. La pauvreté est extrême, mais elle est largement répartie et exclut la misère. Les gens ont des vêtements modestes et sont tous pieds nus dans des sandales ; on ne peut, sur ce plan, distinguer un médecin d'une infirmière. Les rares voitures qui circulent sont des voitures de fonction, des camions ou des ambulances. Il y a des milliers de vélos qui roulent calmement en longues processions, notamment autour du petit lac. En 1967, Hanoi avait été évacué et les enfants étaient dispersés dans la campagne. Maintenant, ils sont là, turbulents et intrigués par les hommes blancs. Pour eux, nous ne pouvions être que soviétiques et ils nous criaient « Lien So, Lien So ! » (soviétique !). La R.D.V. est le seul pays à bas niveau de vie où je



D.R.
rue commerçante à Hanoi

n'ai pas rencontré un seul mendiant, ni vu un seul enfant tendre la main (sauf pour dire bonjour). Il faut dire que si les salaires sont bas (de 45 à 72 piastres ou Dong par mois pour les infirmières), le prix du riz, aliment de base pour le pays, n'a pas bougé depuis 1960 : 40 sous par kilog (il y a 100 sous dans une piastre).

● As-tu une idée du niveau de vie moyen ?

Je ne suis pas resté assez longtemps et surtout, je n'ai pas vu la campagne où vivent 85 % de la population. Un Vietnamien m'a résumé la situation en me disant : nous avons le nécessaire (riz, soins médicaux gratuits, scolarisation) mais pas le superflu ; au Sud, ils avaient le superflu mais pas le nécessaire. J'ai parlé avec des médecins revenant d'un voyage au Sud, certes impressionnés par la richesse des petits marchés locaux en objets de consommation introuvables à Hanoi mais également émus par la misère des campagnes, la cherté du riz et la commercialisation de la médecine.

On ne se rend pas bien compte de Paris ce que signifient vingt-cinq ans de guerre et quelques années d'écrasement de l'industrie et des voies de communication. En 1972, lors de la reprise des raids, Nixon a véritablement détruit tout ce qui restait de l'industrie nord-vietnamienne. Comment s'étonner alors du caractère vétuste et délabré de la plupart des immeubles de Hanoi (y compris les hôpitaux). Les Français ont arrêté d'investir lors de la crise mondiale de 1930, après ce fut la guerre, puis la première Résistance. C'est dire que les immeubles, les tramways, la voie ferrée, nombre d'objets de consommation courante sont une réplique de la technologie française d'avant 1930. Je suis tombé en arrêt devant la devanture d'une papeterie : je croyais revoir celle de mon enfance, rien n'y manquait : l'encrier, le plumier, le double décimètre avec sa bande jaune, les crayons...

Certes on trouve des transistors et les B 52 n'ont pas été descendus avec des arbalètes mais en dehors des articles sophistiqués fournis par l'U.R.S.S. et la Chine pour les besoins de la guerre, le fond technique demeure assez rudimentaire.

● Peux-tu comparer la vie à Hanoi avec ce que tu as pu observer dans d'autres pays socialistes ?

Il faut toujours être prudent en matière de comparaisons et je ne connais ni l'U.R.S.S. ni la Chine. Il est indiscutable que l'organisation de l'Etat, le rôle du Parti, les attributions des cadres sont inspirés des expériences des « pays frères ». J'ai cependant l'impression que l'éventail des salaires est le plus réduit de tous les pays socialistes : 1 à 5. Une fille de salle à l'hôpital gagne 45 piastres par mois, un ministre ou un professeur de faculté 200 piastres.

● As-tu rencontré des personnalités, autres que médicales ?

J'ai demandé à voir Nguyen Van Tien, l'ambassadeur du GRP que j'avais déjà rencontré à Paris et



Nguyen Khac Vien, le directeur d'Etudes vietnamiennes.

Tien m'a donné des informations sur la situation au Sud. Dans les campagnes, la terre a été donnée aux paysans, mais on n'a pas encore créé de coopératives. Le gros problème est qu'il est difficile de faire rentrer les gens chez eux rapidement car la campagne est truffée de mines et de bombes non explosées. Il faut d'abord faire passer les équipes de déminage.

Dans les villes, on encourage la bourgeoisie nationale à travailler comme avant, ce qui a augmenté la production et assure l'emploi. Actuellement, 80 % des entreprises privées ont repris leurs activités : il y a cependant des difficultés d'approvisionnement en pétrole (elles fonctionnent toutes au mazout). On est également très vigilant vis-à-vis des anciens membres des forces de répression de Thieu qui n'ont pas tous remis leurs armes et se cachent. Certains attendent peut-être leur heure...

J'ai passé un après-midi passionnant avec Nguyen Khac Vien. Son bureau est d'une nudité plus que monacale : des murs sans rien, une table vide, des chaises. Vien est atteint d'une grave affection pulmonaire qu'il contrôle depuis quelques décades malgré les sombres prévisions des médecins. Il n'a qu'un souffle de voix avec lequel il vous captive.

C'est lui qui m'a le mieux fait comprendre les caractéristiques de ce pays dont les habitants quittent littéralement les rizières pour apprendre la médecine ou travailler sur un tour. Dans les villages, l'instituteur qui n'a jamais vu même le tramway de Hanoi, explique l'énergie atomique à ses élèves ; un gosse qui n'a pas touché un bouton électrique de sa vie fait des problèmes d'électricité ; l'École polytechnique de Hanoi, créée en 1956, forme des diplômés dont certains n'ont jamais conduit.

Cette émergence directe de la campagne de beaucoup d'habitants de Hanoi frappe l'observateur. Les habitudes de rigueur, d'exactitude, de soumission qu'impose la vie industrielle sont loin d'être prises. Il est difficile de faire venir les gens à l'heure au travail. Il y a quelques feux rouges à Hanoi que personne n'observait ; actuellement ils ne marchent pas. On est en train d'établir des sens interdits pour les vélos dans certaines rues : des jeunes filles munies d'un brassard rouge et d'un sifflet sont chargées de préparer les gens à cette dure contrainte : elles sifflent en permanence des cyclistes goguenards qui ne peuvent accepter qu'on leur interdise de rouler comme ils l'entendent.

J'ai eu une réunion avec les étudiants en médecine de l'hôpital Viet Duc où nous avons parlé à bâtons rompus. Je leur ai demandé leur origine sociale ; ils se sont levés les uns après les autres et cela fait quand même un choc quand on connaît la sélection française, d'entendre : paysan, paysan, ouvrier, paysan, militaire, fonctionnaire, paysan, etc...

Le résultat est qu'en 1954, il y avait un médecin pour 200.000 habitants du Nord et qu'actuellement, il y en a 1 pour 4.000 habitants. Si l'on y joint les médecins auxiliaires qui sont des in-



Les étudiants de l'hôpital Viet Duc sont tous fils ou filles d'ouvriers, de paysans, de soldats.

firmiers ayant fait trois ans de perfectionnement, cela fait un pour 800 habitants.

● As-tu visité des musées, vu des spectacles intéressants ?

Je n'ai vu qu'un spectacle de cirque que j'ai trouvé d'un niveau très moyen. J'ai été étonné par le caractère « occidental » de la troupe : le clown n'aurait pas dépareillé à Médrano et les gags étaient usés. Seul le début du spectacle est original : les artistes défilent tous en brandissant des drapeaux rouges... On m'a expliqué que toutes les troupes sont au Sud et qu'il ne reste plus grand chose de valable dans la capitale.

Le Musée des Arts est en réfection et je dois dire honnêtement que certains tableaux « modernes » m'ont fait froid dans le dos : cela rappelle le « réalisme socialiste » des années cinquante quand ne manquait pas un poil à la moustache de Staline ni un bouton à sa vareuse. Vraisemblablement les artistes vietnamiens sont encore inspirés par la peinture française de la fin du XIX siècle et par les chromos soviétiques du milieu du XXème. Il y a cependant de jolies peintures sur laque qui renouent avec la tradition.

La visite du musée de la Révolution est passionnante. Il est extrêmement bien tenu et bien fait. Les documents sur la période 1920-1940 sont cependant assez peu nombreux. Peut-être suis-je passé à côté de certains d'entre eux, car malheureusement il n'y a pas encore de panneaux explicatifs en anglais ou en français. J'étais accompagné d'un guide, étudiant, documentaliste au musée qui me semblait léger sur l'histoire du P.C. indochinois. Je n'ai rien vu sur le Than Nien des années 20 qui fut le creuset du P.C.I., ni sur le Front populaire à Saïgon : tout concerne Hanoi.

Quand j'ai demandé à mon guide ce qui l'intéressait le plus en histoire, il m'a répondu : « La lutte du peuple vietnamien pour son indépendance et l'enseignement du président Ho.

— Mais enfin, il y a bien une période qui vous passionne davantage ?

— Je me passionne pour ce que le parti me demande de faire. »

La discussion était close avant d'avoir commencé. Heureusement je n'ai pas rencontré beaucoup de types aussi « fermés ».

J'ai passé 2 jours à la baie d'Along avec le D^r Rudali, spécialiste du cancer, envoyé par le gouvernement français pour explorer les possibilités d'une aide en matière de cancérologie. Le site est magnifique et nul doute qu'un jour les Vietnamiens



Le professeur Ton That Tung, le plus célèbre chirurgien du Vietnam, dans les maquis dès 1946.

ne parviennent à exploiter les possibilités touristiques de la région. Mon plaisir a été décuplé car j'y ai retrouvé le professeur Tuoc, spécialiste ORL qui a vécu en France de 1930 à 1946 : il est retourné dans son pays en même temps qu'Ho Chi Minh. Tuoc est passé des barricades de la libération de Paris (il en a gardé un Mauser marqué de la croix gammée) aux maquis de la Haute Région. Il dirige l'hôpital Beg Meil, celui là même que les Américains ont bombardé en 1972 faisant 28 morts.

● Peux-tu faire un pronostic sur l'évolution au Vietnam dans les mois à venir ?

Je me garderai bien de le faire puisqu'il semble que les discussions aillent toujours bon train sur le problème de l'unification et qu'on ne sait pas encore quand se tiendra le Congrès du Parti. Une seule donnée me paraît certaine : la libération du Sud, si elle traduit une victoire politique et militaire d'une portée historique, n'en implique pas moins des charges supplémentaires pour le Nord pendant toute une période. Certes les terres du Sud sont naturellement plus riches que celles du Nord mais l'économie imposée par les américains reposait sur des bases malsaines : la campagne a été vidée par les bombardements et les défoliations, aucune industrie nouvelle n'a été créée et ce pays qui ne produisait pas était inondé de dollars et d'objets de consommation. Il s'agit maintenant de le mettre au travail alors que la manne est coupée. Le Nord est obligé d'aider le Sud en cadres, en produits alimentaires et manufacturés.

Cela veut dire que si les vietnamiens ont réussi l'exploit de battre l'impérialisme américain, les jours d'austérité ne sont pas terminés et ne doit pas encore prendre fin la solidarité sous toutes ses formes aux révolutionnaires indochinois.

Il est possible d'exiger des gouvernements qu'ils aident de façon substantielle à reconstruire un pays que leur passivité (pour ne pas dire leur complicité) a contribué à détruire.

Dans les domaines financièrement plus limités de l'aide non gouvernementale on peut être très utile en faisant parvenir des produits, des livres, du matériel scientifique, qui même en petite quantité font cruellement défaut. Il suffit de s'adresser aux associations spécialisées dans les divers domaines comme l'Association Médicale Franco-Vietnamienne pour ce qui concerne l'aide sanitaire (CCP Paris 40-70)

Ce n'est pas parce que les vietnamiens ne meurent plus que nous devons les abandonner sur leurs terres dévastées.



Sipahoglu

La révolution de 1917 a offert d'immenses possibilités de transformer la situation des femmes dans le jeune état soviétique. Le premier état ouvrier, en donnant une base objective à l'émancipation des femmes, aurait pu amener des millions de femmes travailleuses du monde entier à s'identifier à la révolution prolétarienne. Malheureusement, ces espoirs s'envolèrent bien vite. Rapidement, la flamme de l'émancipation des femmes se trouva étouffée sous les cendres du stalinisme.

Les bureaucrates soviétiques avaient besoin d'une classe ouvrière obéissante et docile. La stabilité de la famille et le rôle social de la mère étaient des attributs essentiels de ce régime. Quel besoin de femmes émancipées, politiquement majeures et capables d'intervenir dans les affaires de la société russe si ce sont les bureaucrates qui prennent l'ensemble des décisions ?

Dans sa brochure intitulée « la place des femmes en URSS », Tamara Volkova — s'appuyant sur des études officielles récentes, montre les inégalités et l'oppression dont la femme soviétique souffre encore aujourd'hui. L'URSS se vante de ce que plus de la moitié de sa force de travail est féminine. Mais Volkova montre qu'il y a 19 millions de femmes de plus que d'hommes en URSS !

Elle explique : « La situation réelle de l'emploi féminin ne peut être comprise que si l'on tient compte des personnes qui n'effectuent pas un travail productif. 94 % des personnes éligibles mais qui ne travaillent pas sont de sexe féminin... » Les études montrent que la plupart de ces femmes souhaiteraient travailler, mais le fardeau des tâches domestiques les en empêche. A Léninegrad, 50 % des femmes interrogées répondraient qu'elles travailleraient si elles savaient comment faire garder leurs enfants.

le travail domestique

Le travail domestique qui a été le lot des femmes depuis des temps immémoriaux continue de peser sur la femme soviétique. Les sociologues russes ont calculé que 150 milliards d'heures étaient consacrés au travail domestique chaque année en URSS. Son abolition reviendrait à « libérer » pour la production 60 millions de per-

sonnes. Le fardeau de ce travail mutilant retombe sur les femmes.

Une étude faite à partir d'un sondage sur 8.468 femmes de Gorki montre que plus est modeste le niveau de vie d'une famille, plus long est le temps que la femme passe au travail domestique. Dans une famille de travailleurs non qualifiés, elle y consacra de 3 heures et demie à 5 heures. Dans une famille de travailleurs au plus haut niveau de qualification, elle y passera de 2 heures et demie à 3 heures et demie. Une étude sur la semaine de travail montre qu'une femme sans enfants consacre 28,1 H. par semaine au travail domestique tandis qu'une femme qui a trois enfants y passe 48,5 H.

Une autre enquête effectuée parmi 280 femmes travaillant dans deux usines de Vilnius a révélé que 67,1 % d'entre elles lavaient, repassaient elles-mêmes leur linge, et que 1,6 % seulement de leurs hommes le faisaient. Que 81,2 % des femmes lavaient, habillaient et nourrissaient les enfants (contre 1,2 % pour les hommes)...

« la cuisine d'abord »

Cette perpétuation de la division du travail venue du fond des temps se trouve renforcée lorsque le magazine soviétique « La Semaine » (vol 6 1974) publie complaisamment des lettres qui disent : « Une épouse doit être une épouse d'abord et ensuite seulement un docteur, un ingénieur, un professeur ; c'est ainsi que les choses doivent marcher... » ou des lettres qui récriminent : « Pourquoi les filles essaient-elles d'être comme les hommes ? ». Une autre lettre conseille au jeunes gens de « Trouver une représentante du sexe « faible » qui soit féminine, cultivée et excellente ménagère ».

Ce numéro de « La Semaine » publiait 10 lettres de ce genre, toutes éditées sans commentaires de la rédaction — indice infaillible de son approbation. On y trouvait aussi une exergue qui disait : « De la féminité et toujours davantage de féminité — telle est l'opinion de la majorité de nos lecteurs... »

Mais la seule lettre qui parlait de l'émancipation des femmes disait : « Un homme de qualité peut ne pas

LES FEMMES EN URSS

« personne ne doit oublier, pas même un instant, que les femmes sont le sexe faible... »
(Général Ignatev)

être beau..., il peut ne pas savoir accommoder un plat savoureux mais il sait bien comment s'y prendre pour aider sa femme à tenir sa maison ». Ils sont nombreux, les jeunes conservateurs fringants qui se feraient un plaisir de souscrire à ce point de vue !

le parti communiste

En 1970, 21 % seulement des membres du PC étaient des femmes. Ce qui représente une augmentation de 0,8 % en 5 ans et une proportion élevée de seulement 0,3 % par rapport à celle de 1950. Volkova explique bien que cette faible représentation féminine ne tient pas essentiellement au système éducatif. Bien qu'aux échelons les plus élevés du système éducatif les femmes soient encore sous-représentées, les chances des sexes y apparaissent réellement égales...

Mais le fardeau de la famille, le poids du travail domestique et les contraintes qu'ils imposent à la femme tout cela fait que la femme a peu de temps pour penser, étudier, s'engager dans des activités politiques ou sociales.

Deux sociologues russes qui ont étudié la condition des femmes de Léninegrad et de Kostroma écrivent : « Une femme, particulièrement si elle a des enfants, s'efforce de passer le maximum du temps où elle ne travaille pas dans sa famille... »

les tâches domestiques

Du fait qu'aucun effort réel n'a été fait pour socialiser les tâches domestiques, ces travaux demeurent une entrave pour les femmes. Ce sont 2 % des travaux de blanchissage effectués en URSS qui passent par les laveries publiques. Même à Léninegrad, il n'y a que 15 % des enfants qui soient pris en charge par les crèches. 10 % des femmes qui viennent d'avoir un enfant à Léninegrad ne retournent pas travailler immédiatement parce que les crèches sont en nombre insuffisant.

Les lieux où l'on peut manger une cuisine saine à bon marché manquent de façon chronique. Interrogées par nos deux sociologues, Kharchev et Golod, 256 femmes de Léninegrad — sur les 1.230 qu'ils questionnèrent — considéraient que la cantine représentait leur dépense la plus importante et 211 se plaignaient de ce que la cuisine était de la tambouille. Cependant, il n'y avait que 12 femmes pour penser que la cuisine collective était inutile.

C'est donc à juste titre que Volkova écrit : « Les femmes portent sur leur épaules le fardeau domestique, elles reçoivent une aide très faible de la part de l'état sous forme de services collectifs ou de prise en charge de ces tâches par leurs époux, il n'est donc pas surprenant qu'elles occupent une place sociale secondaire.

« une séquelle du passé »

La bureaucratie contrôle en URSS la production, l'administration et la propagande. Les zélés de la bureaucratie affirment que le chauvinisme mâle est en Russie une séquelle du passé. Certes il est vrai que les vieux préjugés ont la vie dure mais le problème est que la base matérielle de ces idées demeure du fait que la socialisation des tâches domestiques progresse à pas de tortue.

Ce n'est pas seulement que la part des ressources économiques investies dans les services publics soit insuffisante — en 1954, elle n'en représentait que 5 % — mais aussi que l'usage que fait un gouvernement tout puissant des moyens de propagande est scandaleux. Volkova dénonce justement cette propagande qui non seulement maintient la conscience sociale au niveau du développement économique, mais encore la maintient en deçà de ce que les forces productives permettent aujourd'hui.

« les vertus féminines »

Après la révolution, l'école était considérée comme l'instrument principal pour détruire les préjugés inculqués aux enfants à la maison. Aujourd'hui, l'École n'entreprend aucune lutte sérieuse contre les attitudes réactionnaires envers les femmes. Bien que l'éducation soit mixte, le système scolaire accentue la disparité entre les deux sexes. Les garçons travaillent les métaux et le bois, les filles apprennent la cuisine et la couture. Le défunt Sukhomlinsky, pédagogue soviétique contemporain officiel entérinait cette différenciation en disant qu'il était important d'apprendre aux filles à être des mères et à posséder les « vertus féminines ».

Un lecteur écrivait en 1968 à la *Komsomolskaia Pravda* et posait la question : « Pourquoi devrais-je humilier (mon amie) en lui prodiguant flatteries et courbettes ? Elle fait le même travail que moi. Elle ne travaille pas plus mal que nous les hommes ». La rédaction le renvoya au

NOTES INTERNATIONALES

Général Ignatev qui disait : « *Personne ne doit oublier, pas même un instant, que les femmes sont le sexe faible... que chaque femme est la mère, l'épouse et l'aimée d'un homme* ».

Contrairement aux artisans de la révolution d'Octobre qui considéraient que la libération des femmes devait être inscrite à leur programme, les épigones disent que la famille est une institution socialiste. Ils prétendent qu'elle doit jouer un rôle clé dans l'éducation et le développement de la conscience sociale des citoyens soviétiques.

Cette attitude n'a rien avoir avec le marxisme. Les bolchéviks étaient pour l'abolition de la famille bourgeoise. Ils pensaient qu'il s'agissait là d'une tâche centrale pour la révolution prolétarienne, une condition de l'abolition de l'oppression des femmes.

L'abolition du travail salarié par la nationalisation et la socialisation des moyens de production jette les bases de l'économie planifiée. Cela fonde la possibilité de la socialisation du travail domestique; cela met un terme à l'aliénation et l'exploitation qui reposent sur la vente de la force de travail individuelle.

émancipation

La croissance de la bureaucratie a provisoirement enrayé ce processus d'émancipation en URSS. En arrachant le pouvoir d'état à la classe ouvrière et en se l'appropriant pour son propre compte, la bureaucratie stalinienne a assis sa domination sur la classe ouvrière et l'a exclue de la vie politique.

La bureaucratie est congénitalement incapable de surmonter l'arriération de la société soviétique. Ce qui caractérise la bureaucratie, c'est qu'elle est tout entière vouée à la défense de ses privilèges et profondément hostile aux masses travailleuses. Les femmes soviétiques ne s'émanciperont que si elles s'allient à la classe ouvrière russe. Ce qui impliquera la transformation des institutions politiques d'URSS et la remise du pouvoir entre les mains des travailleurs russes hommes et femmes.

Les luttes que les marxistes-révolutionnaires mènent dans le monde entier pour la libération des femmes peuvent inspirer la classe ouvrière soviétique lorsque — comme cela est inévitable — elle commencera son combat pour la restauration de la démocratie soviétique.

Traduction libre d'un article de Dodie Wepler paru dans Red Weekly 19/6/75. L'article de Tamara Volkova dont il est ici question paraîtra prochainement en français.

APPEL DE CARA/BANCHEL

Nous venons de recevoir cet appel lancé par des prisonniers politiques de la prison de Carabanchel à Madrid, à l'heure même où de nouvelles informations annoncent l'ouverture imminente du procès contre Garmendia et Otaegui.

AU PEUPLE DE MADRID A LA CLASSE OUVRIERE ET A TOUTES LES COUCHES OPPRIMEES DE TOUS LES PEUPLES DE L'ETAT ESPAGNOL A L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE

Face à la montée irrésistible du mouvement de masse pour ses revendications et contre la dictature, celle-ci ne trouve d'autre issue que la répression la plus féroce. A l'état d'exception en Vizcaya et au Guipuscoa, où les bandes fascistes se livrent avec la collaboration de la police à une incroyable chasse à l'homme, s'ajoute l'escalade répressive dans le reste de l'Etat espagnol.

C'est ainsi qu'elle a décidé de condamner à mort deux patriotes révolutionnaires basques, J. A Garmendia et

Le procès peut s'ouvrir à tout moment et nous savons tous que la dictature n'a pas besoin de preuves pour infliger la répression la plus bestiale à ceux qui se dressent contre elle et contre toute forme d'oppression sociale et nationale;

Une fois encore, elle dirige ses attaques contre l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire en la personne de deux militants courageux, deux patriotes révolutionnaires basques. Elle croit certainement que la terreur suffira à bloquer les mobilisations pour mettre fin à l'exploitation. Mais il n'en est rien. De grandes mobilisations se développent à l'échelle de tout l'Etat espagnol, dans une dynamique de grève générale, y compris sous l'état d'exception comme en Euskadi.

Il s'agit maintenant d'unir ces luttes pour transformer ces procès en un nouveau Burgos.

Le mouvement ouvrier et populaire ne peut pas permettre que se reproduise la situation qui a permis l'assassinat du militant révolutionnaire catalan, Salvador Puig Antich, ou l'absence de mobilisations de masse a laissé les mains libres à la dictature.

En ces moments se préparent des batailles décisives. Il faut faire reculer la dictature.

Liberté pour Garmendia et Otaegui!

Halte aux assassinats légaux!

A bas l'état d'exception! Dissolution des corps de répression et des tribunaux spéciaux!

Liberté pour les prisonniers politiques et retour des exilés!

A bas la dictature!

LCR-ETA(6); LC; OICE; PCE(ml); OSO; patriotes révolutionnaires basques; militants des Commissions ouvrières et indépendants.

Note de la LCR-ETA(6):

Le MCE, l'ORT et des militants du PSOE, du fait de la participation de ces organisations à la Plate-forme de Convergence Démocratique, elles ont fait de l'inclusion du Parti Carliste une condition de leur adhésion au manifeste. La LCR-ETA(6), la LC, l'OSO, l'OICE, le PCE(ml) et des militants de Commissions Ouvrières et indépendants ont refusé d'inclure dans un appel à la classe ouvrière et aux couches opprimées des peuples de l'état espagnol, la signature d'un parti bourgeois, bourreau du prolétariat en 36, dont les confuses déclarations actuelles ne représentent aucune rupture ni avec la bourgeoisie ni avec son passé.

A HELSINKI

Du 30 au 31 juillet se tiendra à Helsinki, en Finlande, la plus large conférence diplomatique tenue en Europe depuis le Congrès de Vienne en 1815 et les réunions du Traité de Versailles en 1919. 35 pays, plus les USA et le Canada, y seront représentés.

Les bourgeoisies françaises et anglaises dépouillent à Versailles la dépouille de l'impérialisme allemand, mais surtout mirent en place la ceinture de sécurité destinée à isoler et contenir la jeune révolution russe.

Le traité de Versailles contribua, à diviser la classe ouvrière européenne, à favoriser la montée du fascisme revanchard en Allemagne et la montée du stalinisme dans une Union Soviétique tragiquement isolée.

Le Traité de Versailles fut aussi à la source de la deuxième guerre mondiale. Celle-ci se termina sans que soit signé un traité de paix, institutionnalisant les nouveaux rapports de force politiques et militaires et leurs concrétisations territoriales. Si les accords de Yalta constituaient pour la bureaucratie stalinienne le fondement d'un nouveau statu quo contre révolutionnaire international, l'impérialisme américain, sorti grand vainqueur de la confrontation, n'entendit pas le respecter.

Le début de la guerre froide, initiée par l'impérialisme US et ses alliés occidentaux porta précisément sur la remise en cause de ce statu quo, et notamment sur la reconstruction d'un état allemand bourgeois sur l'ensemble des zones d'occupation. Et le relais démocrates chrétiens locaux ne firent pas mystère de leur volonté d'une réunification de l'Allemagne, sur la base d'une défaite du camp des états ouvriers. C'est en Europe avant la Chine, la Corée ou le Vietnam, que les stratèges entreprirent d'abord de « refouler » les « rouges ».

L'impérialisme US entreprit cette politique sur la base de sa supériorité militaire incontestable au sortir du conflit mondial. Et notamment son monopole de l'arme atomique.

L'expérimentation par l'Union Soviétique de la bombe atomique en 1949, rendit irréalisable cette perspective de refoulement sur le continent européen.

L'impérialisme des Truman et Foster Dulles dut alors restreindre ses ambitions, contre révolutionnaires.

Le temps du « roll back » s'achevait. Il ne restait plus qu'à chercher à « contenir » l'avancée de la révolution et particulièrement dans la zone coloniale (Corée et Vietnam).

La défaite des Etats Unis en Indochine marque la fin de cette période.

Et il est d'autant plus urgent pour l'impérialisme américain et pour la bureaucratie soviétique de chercher un nouveau statu quo international, que les secousses révolutionnaires se font sentir au sein même de leurs propres forteresses.

La conférence sur la sécurité et la coopération européenne qui reconnaît comme inviolables les frontières établies à l'armistice de 1945 marque donc l'évolution, défavorable à l'impérialisme, des rapports de force internationaux. Mais en institutionnalisant, trente ans après, le statu quo international défini à Yalta, le partage en zones d'influence, elle institutionnalise aussi le rôle contre révolutionnaire de la bureaucratie soviétique.

Trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale, la révolution frappe à nouveau à la porte des états européens. Et la Conférence d'Helsinki, c'est le droit reconnu aux impérialistes européens, et aux bureaucraties de Kremlin d'étrangler (ou de tenter d'étrangler) la révolution, au Portugal et en Tchécoslovaquie. Helsinki tente d'assurer la sécurité de l'ordre bourgeois ou l'ordre bureaucratique sur l'Europe. Sur leur Europe. Pas celle que nous voulons, l'Europe Rouge des travailleurs.

BOLIVIE : 40 MILITANTS ARRETES

La police bolivienne a arrêté 40 dirigeants syndicalistes qui s'étaient réunis clandestinement à Oruro, à 200 km au sud de La Paz. Parmi les militants appréhendés, on relève les noms de Corsino Pereira, dirigeant du syndicat des mines, le professeur Mirra del Rio, le dirigeant paysan N. Amurrio et le professeur René Higuera del Barco, secrétaire des relations extérieures de la Centrale Ouvrière Bolivienne.

NOS BEST-SELLERS

les livres
à lire cet été

La révolution espagnole de Léon Trotsky (1930-1940)

textes recueillis par Pierre Broué - les éditions de minuit

A lire absolument, en premier toutes affaires cessantes, sur la plage ou avant les réunions, au Portugal ou en Espagne. Indispensable pour faire face à l'analyse des révolutions portugaises ou espagnoles.

Lire en annexe la lettre de J. Maurin : « Je ne suis pas trotskyste mais... » « antitrotskyste, eux ! Naturellement, puisque Trotsky n'est pas au pouvoir ! Staliniens, eux ! évidemment, puisque Staline tient les leviers de commande ! C'est l'unique raison et il n'y en a pas d'autres. Le pouvoir attire tous les imbéciles et tous les pauvres d'esprit... Il existe aussi bien dans le mouvement ouvrier que dans la bourgeoisie, une catégorie de gens qui se mettent toujours du côté du manche. Ils sont les plus enragés à défendre leur situation, mais les plus prompts à retourner leur veste quand la situation change...

...Je ne suis pas trotskyste. Trotsky m'a attaqué plus d'une fois. On peut actuellement acheter une brochure de Trotsky sur la révolution espagnole où il m'attaque durement. Je ne suis pas d'accord avec la façon dont Trotsky a posé certains problèmes surtout en matière d'organisation. Mais ces divergences avec Trotsky n'ont pas obscurci mon intelligence au point de me faire nier ce qui la pure vérité et que je vais dire.

Trotsky a été et est encore l'un des cerveaux les mieux organisés qu'ait jamais produit le mouvement socialiste. Non seulement Trotsky n'est pas un contre-révolutionnaire, mais il a été et il est encore l'un des plus grands révolutionnaires qu'ait jamais produit le prolétariat. Trotsky a été l'homme de la révolution d'oc-

tobre, le plus grand dirigeant bolchevique après Lénine ».

Maurice Thorez, vie secrète et vie publique, par Philippe Robrieux (Fayard)

Le parti, vu de l'intérieur, la mécanique de la bureaucratie ouvrière, la fabrication des chefs du Komintern. Pourquoi, comment le PCF est-il stalinien ? Un description plutôt qu'une analyse.

Si l'on veut bien « voir de l'intérieur » (mieux que le récent livre de Harris et Sedouy sur « Voyage à l'intérieur du PC ») il faut suivre le propos de celui qui fut le secrétaire général de l'UEC en 1959-60. Robrieux a été mêlé à l'affaire Servin-Casanova dont-il révèle le détail : c'est la période 54 à 62 qui est la plus soigneusement travaillée, celle de la résistance de Thorez à la destalinisation celle où il était prêt à diverses alliances de Mao-Tse-Toung à Togliatti en passant par Molotov. Comment Thorez a-t-il atténué en France au sein de la classe ouvrière, au sein du Parti et même au sein de sa direction, l'écho du XX^e Congrès du P.C.U.S. Et finalement, en filigrane, on voit comment les successeurs de Thorez n'ont pu être désignés sans l'accord explicite des divers représentants du PCUS même après la dissolution du Kominform, même après que le nombre des partis communistes répondant à l'appel ait diminué (de 81 à 75...) même après la scission avec le PC chinois et les tentatives de ce dernier pour constituer un autre pôle dans le mouvement ouvrier. De Waldeck-Rochet à Marchais (demain Plissonnier ?) il a fallu que la direction, implicitement, avec le même mode de fonctionnement qu'avant, tout de rite et de silence, accepte de fait, encore, le rôle du parti-guide, de la direction

toute puissante de la bureaucratie soviétique. Et si des « écarts » ont eu lieu, ils relèvent de la tactique, ils se révèlent temporaires (exemple à propos de la Tchécoslovaquie, où seule Jeannette Vermeesch démissionna du BP) ils ne touchent pas à l'essentiel : à savoir que la grille de lecture et d'élaboration des faits et des théories est faite encore majoritairement au CC et au BP du PCF du point de vue international de la direction soviétique actuelle.

A l'ombre des deux T par Giulio Ceretti (Julliard)

Pour compléter la vie de Thorez et lire la vie de Togliatti donc aborder la nature de la direction du PC italien. Ceux qui veulent aller plus loin achètent aussi « **Sociologie du communisme italien** » chez Armand Colin (fondation nationale des sciences politiques)

Sans patrie ni frontière par Jan Valtin (chez JC Lattes)

Agent du Komintern qui a mal fini et qui raconte son passage et son action dans le mouvement communiste avec une certaine vision policière de l'histoire. Qu'il faut lire avec l'œil critique indispensable. Si l'on veut sur l'histoire du Komintern ou de la nuit noire du stalinisme, on cherchera du côté de Victor Serge (il est minuit dans le siècle ou « **l'affaire Toulaev** », ou encore un vieux livre de Charles Plisnier qui s'appelle « **faux passeports** » (en livre de poche)

Le grand jeu de Léopold Trepper chef de l'orchestre rouge, chez Albin Michel le combat contre le nazisme malgré l'aveuglement stalinien. Vite lu, passionnant, bien écrit. Complète comme un témoignage vivant nos autres best-seller... Lire aussi « **Sous le pseudonyme de Dora** », le réseau suisse

dirigé par Sandor Rado (chez Julliard)

L'affiche Rouge et Une certaine France de Philippe Ganier Raymond chez Balland

L'antisémitisme et la chasse aux francs-maçons entre 40 et 44. Les deux à lire face aux modes rétro.

Les staliniens de Dominique Desanti (1944-1956) chez Fayard et puis « **Le phénomène stalinien** » de Elleinstein. Ce dernier, historien du PCF, commence son livre par la phrase suivante : « Le phénomène stalinien n'a pas commencé avec Staline et n'est pas disparu avec lui »... Après son « histoire de l'URSS » en quatre tomes publiée aux éditions sociales, l'auteur, va plus loin que les officiels discours du PCF, plus loin que la petite plaquette publiée par le Comité Central où la direction Marchais-Fajon-Kanapa se défend d'être stalinienne. Il étudie les conditions objectives de l'appropriation du stalinisme ; la méthode est bonne, elle est empruntée à « la Révolution trahie » de Trotsky. L'auteur montre soigneusement la lutte de Lénine contre l'emprise croissante de Staline sur le pouvoir, il distingue clairement la méthode et l'action de Lénine et les opposent à celles de Staline, il arbitre même à plusieurs reprises en faveur de Trotsky montrant l'incontestable rôle historique de ce dernier. Elleinstein va même jusqu'à approuver la « modération » de Trotsky qui fut toujours pour la défense inconditionnelle de l'URSS et des acquis d'octobre, il en profite pour essayer de condamner les héritiers « gauchistes » de Trotsky qui n'ont pas la même position. Ce que refuse Elleinstein ce n'est pas de dénoncer le stalinisme (il détaille à loisir les criminels procès de Moscou, il raconte même le fameux congrès Kirov fut édité à bulletins secrets contre Staline, etc.)

UNE LIBRAIRIE AGONISE A BREST

Une librairie est en train de mourir en pays breton. Chargée d'échéances lourdes, d'argent en vadrouille, elle risque de ne pas passer l'été. Si, par contre vous passez par Brest en Juillet ou Septembre, arrêtez-vous chez eux...

Librairie « Graffiti »
210, rue Jean Jaures
29200 Brest



DANS L'OBJECTIF

ni même de dénoncer ses survivances, non, ce qu'il refusé c'est la notion de bureaucratie, rien que cela ! Ainsi le « phénomène stalinien » est décrit mais il n'est pas caractérisé et surtout aucune conclusion, aucune tâche n'en découle : les conditions objectives seules, en se transformant feront disparaître le stalinisme... et sans doute feront aussi évoluer le PCF au point que sa direction actuelle ne condamne pas le livre d'Elleinstein !

10 jours qui ébranlèrent le monde de John Reed.

Tout le monde l'a lu... Mais il vient de ressortir aux éditions sociales. En profiter pour le relire : un reportage comme ça sur la révolution russe, c'est une bonne école de journalisme...

De la bureaucratie (Préobrajensky, Rakovsky, Trotsky) dans les livres rouges. Ils ne sont pas encore épuisés ! et il y a des valeurs sûres (les mémoires d'un vieux bolchevique)...

L'art de la guerre et le marxisme de Trotsky - éditions de l'Herne

Vu du poste de président du comité Militaire Suprême de la jeune république des soviets...

et puis :

Révolution et contre révolution culturelles en URSS de Lénine à Jdanov par François Champarnaud aux éditions Anthropos
Changer la ville, changer la vie par Anatole Kopp, architecte-urbaniste aux éditions 10,18

Journal et lettres de prison par Eva Forest, éditions « des femmes »

Du côté des petites filles par Elena Gianini Belotti - éditions des femmes

Psychanalyse et féminisme par Juleit Mitchell - éditions des femmes

Cent ans de solitude par Gabriel Garcia Marquez - roman au seul

La jungle par Upton Sinclair en 10,18

Aux origines du FLN le populisme révolutionnaire en Algérie par Mohamed Harbi, éditeur Christian Bourgeois

quand au reste notre liste n'est pas exhaustive, nous avons omis par exemple de vous parler des classiques du mouvement ouvrier... et pourtant Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Luxembourg, se lisent même en vacances, surtout en vacances. Et puis aussi tous les vieux textes de l'histoire de la Quatrième Internationale... qui ne sont pas si inactuels que ça ! Pour ceux d'entre vous qui passez par Paris, achetez à la librairie Rouge 10, Impasse Guéméné. Pour les autres, demandez aux librairies correspondantes en province.

ALLONSANFAN

La critique unanime ne tarit pas d'éloges sur ce film de Paolo et Vittorio Taviani. L'IDHEC le fait étudier comme l'un des deux meilleurs films de l'année. Il y a de quoi : il s'agit de l'échec d'un soulèvement révolutionnaire et de la trahison à répétition de son leader, et cela sur un ton alerte (mal) inspiré de Visconti, avec une danse à la Jancso, et tous les tics d'écriture filmique moderniste auxquels il ne faudra pas dix ans pour puer un rance insupportable. Mais les cartes idéologiques sont habilement mêlées, le film est celui de l'ambiguïté (et l'on sait que l'ambiguïté est réactionnaire). L'ambiguïté est même ici à tous les niveaux : à celui du sujet qui est éludé ; à celui du traitement des personnages qui est à la fois faux et jésuitique ; à celui du style qui est discordant.

Le thème aurait pu être passionnant : un moment social — la Restauration — où la révolution est provisoirement devenue impossible. La bourgeoisie qui digère ailleurs ses conquêtes est ici, en Italie, battue, et elle est en train d'apprendre la peur de la classe qui monte derrière elle, ce prolétariat qui en est encore à trébucher ses premiers pas de classe pour soi. C'est l'heure de l'utopie théorique et des combats sans issue. Mais seule la prétention mesquine et myope des journalistes petit-bourgeois et la morgue stupide de stalinien (ce que sont P. et V. Taviani) peuvent rire de Fourier et condamner les Blanqui. Leurs tâtonnements frayaient la route.

Allonsanfán, avec le sourire en coin de la supériorité des Sirius de l'histoire, se moque à la fois des idéalistes fanatiques qui veulent « libérer le peuple » et du vieux « terroriste » de 93, aux yeux dessillés par la fatigue, et qui, dans le sein retrouvé de sa famille aristocratique, décide de lâcher tout. Une telle opposition ne pouvait se traiter, d'un point de vue marxiste, qu'en tragédie. On pouvait parfaitement admettre la compréhension fraternelle — et donc douloureuse — des deux côtés de cette contradiction insoluble : l'héroïsme révolutionnaire confronté à la non-maturité des conditions objectives, mais les réalisateurs ont choisi un humour noir qui se résout en fausse compréhension ignoble, le comique portant sur l'insupportable : le vol des fonds que les traqués par la Sainte-Alliance veulent consacrer à l'armement des **cafoni** ; le meurtre d'un ami, et la comédie de l'amour joubé pour museler le témoin du crime et garder l'or, etc.

Un équilibre réaliste n'est pas rétabli par le massacre final des **carbonari** et par la mort du traître sous les mêmes balles réactionnaires, dupeur-dupé par le récit

d'une victoire imaginaire, à la fois piège, et rêve de l'utopie plus forte que le réel.

Pourquoi ce sujet aujourd'hui ? Tout film historique tend à nous parler du présent, à l'éclairer par un enseignement. Le « message » de celui-ci se déchiffre aisément : la révolution prolétarienne n'est toujours pas à l'ordre du jour, les révolutionnaires, « gauchistes » qui veulent « libérer le peuple », lequel ne veut rien entendre d'eux, sont des bourgeois, irrealistes dans le meilleur des cas, mais voués, en ce qui concerne les « dirigeants » à la trahison ; tous ridicules mais quand même dangereux. Schéma stalinien parfait (qui — tour dialectique joué par l'histoire — pêche tout de même en ce que, si les paysans tuent les « Frères sublimes », comme le SO du PC casse la gueule aux gauchistes, le prêtre obscurantiste qui leur désigne l'ennemi se trouve jouer le rôle du bureaucrate).

Ce n'est sans doute pas un hasard si ce film est contemporain du livre d'André Glucksmann analysé la semaine passée dans ces colonnes par Ben Said. Des « dérivés » ennemis du mouvement ouvrier monte le même brouillard empoisonné qui tend à taxer l'activité révolutionnaire d'utopisme et de paranoïa, à insinuer que toujours elle porte des intérêts sordides et que, surtout, les révolutionnaires sont complètement étrangers aux mouvements historiques des masses. Toute indulgence avec cette sorte de pensée contre-révolutionnaire drapée dans ses artifices « mode », et qui, lorsqu'elle ne vient pas d'ennemis de classe ne peut être que le fait du pire confusionnisme (ainsi **Positif**, n° 170, d'ordinaire plus clairvoyant) risque de contribuer au scepticisme démoralisant auquel trop de jeunes militants sont enclins après sept ans d'usure des impatiences de 1968.

Michel Lequenne.

Festival d'Avignon 1ère semaine

Une trentaine de militants et sympathisants de la LCR sur la place de l'horloge. Tous les jours de dix-sept heures à la nuit. Une demi-douzaine d'heures de discussions. Bonne école de formation ! Il faut, sur le terrain, répondre sur tous les sujets, à toutes les questions... et sur tous les tons. De la franche camaraderie pour l'avant-garde qui nous interroge, en passant par la saine polémique avec les réformistes et les stalinien jusqu'à la dénonciation ferme et publique de quelques rares propos réactionnaires ou racistes.

Si la place de l'horloge est le

centre de la tourmente, la kermesse, l'intervention ne s'arrête pas là. Chaque matin, l'AG décide et planifie le programme de la journée. Il faut répondre aux troupes de théâtres qui nous invitent à participer à leurs débats, être présents là où les réformistes et les stalinien se seraient bien passé de nous, organiser nos propres meetings.

Cela fait des journées longues. La municipalité a malheureusement réussi à virer le souk hors des murs de la ville, elle n'empêchera pas les révolutionnaires de s'exprimer.

Il reste encore plus de deux semaines de festival. Il reste aussi des places dans nos rangs, pour ceux qui veulent passer une semaine de vacances différente.

« BUSTOP » A LA TV

Il faut que la TV ressorte de vieux navets. Mais celui-là règne parmi tous les autres. Marilyn Monroe à l'affiche, certes. Mais c'est un film à l'apologie du phalocratie. Le sujet : un cow-boy qui n'a jamais connu de femme prend l'autobus pour aller à l'ouest faire un rodeo. Brute épaisse qui gagnera tous les prix du rodeo, il rencontre, dans une minable boîte, la ravissante Marilyn. « C'est mon ange ». Il l'attrape au lasso : pas au sens figuré, au sens propre ! Marilyn, chanteuse paumée, en

route en ligne droite vers Hollywood, ne veut pas suivre son kidnapper brutal qui a décidé de l'épouser en lui promettant beaucoup de vaches et de chevaux dans un grand ranch. L'autre l'emmène de force. Lorsque à l'arrêt de l'autobus du retour (« bustop ») s'interpose le chauffeur, noble cœur, qui, dans un combat aux poings, se montre plus fort que le cow-boy et l'oblige à mordre la poussière et à demander pardon. à Marilyn. Celle-ci attendrie (« c'est la première fois qu'on me demande si gentiment pardon ») s'apitoie sur son cow-boy et choisit d'aller élever ses vaches. L'autre ne fait ni une ni deux et l'emmène dans ses bagages, avec sa selle et son lasso. Le seul regret du cow-boy dans son amour-propre, avoir été battu « devant elle » par un autre homme. Quel désastre ! Entre le Tour de France, Soyuz, et des flashes réactionnaires sur le Portugal, les programmes d'été de la TV se surpassent. Ce n'est pas « C'est toi le venin » de Frédéric Dard, avec Robert Hossein et Marina Vlady qui rattrape... (seule la musique a un curieux air étouffé des années cinquante et de « j'irai cracher sur vos tombes »). Quant aux magazines de M. Chauvel qui présente « les Groupes Taupes Rouge » et enchaîne en disant : « et maintenant, une autre minorité, les nains... », nous disons par ailleurs tout le mal que nous en pensons. Les chaînes de l'ex-DRTF pèsent plus lourd en été.

M. Altonen

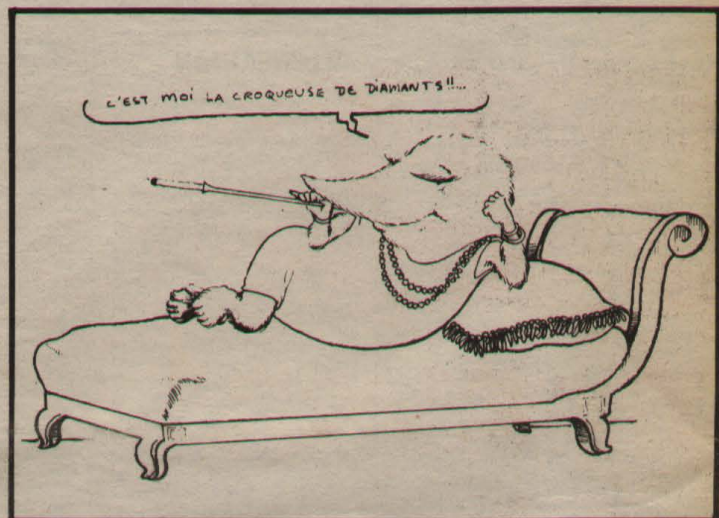
LES TAUPES ROUGES A LA TELEVISION

Pendant près de trente minutes, les téléspectateurs de la première chaîne ont pu voir un reportage sur les « Groupes Taupes Rouge ». L'intention du producteur de « Satellite », Chauvel, bien connu pour ses relations avec les groupes fascistes, était d'enrichir la thèse policière sur la lutte de classe, en montrant l'activité de complotiers clandestins. L'introduction du reportage faite par ce même Chauvel donnait le ton. On s'attendait à voir un film policier. La haine de Chauvel à notre égard ne nous étonne pas, elle nous flatte. Mais finalement grâce aux interventions des militants ouvriers des Groupes Taupes Rouge, le résultat final est plutôt positif. L'émission a montré que les G.T.R. regroupent des militants politiques, attachés à un travail de masse, notamment dans les organisations syndicales, qui n'ont rien de complotiers clandestins. Certes nous n'avions pas la responsabilité du film et du montage et nous l'aurions certainement fait autrement, les réalisateurs ayant filmé beaucoup plus que ce qui a été projeté. On peut notamment regretter qu'ait été coupées toutes les séquences relatives au travail des femmes révolutionnaires dans les entreprises, bien résumé par une camarade des Chèques Postaux dont l'interview n'est pas passé. Mais qui pourrait encore s'étonner de voir la télévision nous refuser une véritable tribune ?

POUR LE QUOTIDIEN ROUGE!

objectif :
200 millions (anciens) Aujourd'hui en caisse :
22 millions d'anciens francs !

Nous progressons dans la souscription pour le quotidien Rouge à raison de 3 millions par semaine en plein mois de juillet; nous devons atteindre 30 millions anciens le 30 septembre. Mais nous serons encore loin des 200 millions nécessaires le 31 décembre pour que sorte le quotidien en janvier 1976. Il faudrait que nous recevions 8 à 9 millions PAR SEMAINE pour être sûrs de réussir ! A la rentrée début septembre, il faudra mettre les bouchées doubles. La préparation du rassemblement—fête—gala—forum des 18 et 19 octobre à LA VILLETTE devrait permettre un bond en avant dans les rentrées d'argent en même temps que la prise en charge de la campagne par des milliers de sympathisants à nos côtés. Ensuite de novembre à décembre nous ferons un colossal effort.



LA CIA NE CROIT PAS QUE NOUS PUISSIONS FAIRE UN QUOTIDIEN...

Voici ce que nous avons trouvé dans une revue dites d'« études et d'informations politiques internationales » qui s'intitule « Est-Ouest », éditée à Paris et qui consacre vingt pages de son numéro 549 aux détails (1) de la presse « gauchiste » en France au début de 1975 :

« La Ligue communiste révolutionnaire n'a pas encore lancé de souscription mais semble, après la décision prise lors de son congrès de Saint-Gratien, se préparer techniquement, avec beaucoup de sérieux, au passage au quotidien prévu pour octobre 1975 (1).

» Admirez pour conclure, l'optimisme inébranlable d'organisations regroupant au plus quelques milliers de militants chacune (2) et se préparant à faire un effort jugé indispensable par de grands patrons comme l'U.D.R. et le P.S., effort que le Parti communiste (3) lui-même, dont la pauvreté n'est pas la caractéristique principale, n'accomplit qu'à grand peine. Soulignons au passage que cet effort advient à une période où le papier journal vient encore d'augmenter de 10,8 % ce qui range cette matière première parmi celles ayant connu le plus fort taux d'augmentation depuis trois ans, les hydrocarbures mis à part. « Les calculs effectués montrent qu'une organisation gauchiste peut s'offrir sans trop de peine un hebdomadaire de bonne tenue (4) sur ses ressources propres. Il est loin d'en être de même pour un quotidien même militant (plus de 540.000.000 anciens francs par an pour 310 numéros !)(5) »

(2) Ils parlent d'« Humanité rouge » qui a déjà sorti un quotidien et de « Front rouge » qui en sortira un en septembre 75.

(3) Le P.C.F. a des difficultés à sortir « l'Humanité », mais il a plusieurs autres journaux (la Marseillaise 70.000 ex., l'Echo du Centre, 30.000, la Liberté 26.000, le Petit Varois 23.000, la Marseillaise du Berry 13.000) il a annoncé la création d'une station de radio — comme le P.S. (début 1976... en même temps que notre quotidien ?)

(4) C'est vrai, n'est-ce pas, notre hebdo est de bonne tenue...

(5) « Est-Ouest » travaille presque sérieusement — mises à part quelques erreurs qui viennent fort heureusement d'une vision mécanique, policière et extérieure au sujet étudié. Ils ont publié ainsi 14 dossiers soignés sur l'extrême-gauche depuis décembre 1967. Rédaction-administration : 86 Bd Haussmann, Paris 8ème. Tél : EUROpe 47-08. Directeur : Claude Harmel. Sous l'étiquette « les trotskystes », le futur quotidien Rouge tient une large place dans leur récente étude.

ATTENTION

Ce numéro est le dernier de juillet. ROUGE nouvelle formule ne reparait plus avant le vendredi 29 août. Il sera en vente dans les kiosques dès le samedi 30 août. Pour les diffusions militantes, prévoyez vos commandes, organisez la reprise des ventes. Nous devons très vite en septembre retrouver les chiffres de vente records que nous avons atteints en juin avec la nouvelle formule. Diffusez ce numéro spécial pendant tout le mois d'août.

SOLDE ANTERIEUR 191098,71

Diffuseurs Corbeil	200,00
M.W Paris 17°	50,00
Diffuseurs Cannes	250,00
M. et Mme V. à Voix (04)	50,00
V.S. St Marcellin (38)	100,00
J.C. C. Sens	100,00
C. B. Rieumes (31)	200,00
J. K. Boulogne sur Seine	100,00
L. diffuseur Beaux-Arts	500,00
P. P. Caen	400,00
D. P. Dreux	50,00
L. D. Paris 18°	100,00
Sympathisants Maurepas (78)	50,00
D. M. St Dizier	50,00
Diffuseurs Renault Billancourt	530,00
Diffuseurs Strasbourg	490,00
Diffuseurs Dassault	190,00
Sympathisants Lycéens et étudiants de Nancy	350,00
Diffuseurs de Troyes	240,00
A. M. St Mandé	100,00
Sympathisant INRA (Versailles)	400,00
Sympathisant INRA (Versailles)	50,00
Un militant ouvrier de Rennes	100,00
Deux sympathisants de Rennes	300,00
Un sympathisant ouvrier de Rennes	100,00
Militants et sympathisants ouvriers de Rennes	600,00
Un militant étudiant de Rennes	100,00
Comité d'action des prisonniers de Rennes	100,00
G.T. Santé de Rennes	150,00
C.R. enseignants de Rennes	210,00
Un sympathisant PSU Agen	20,00
Une enseignante d' Agen	100,00
B et F d' Agen	500,00
Un lycéen d' Agen	50,00
Collecte meeting Funnel	40,00
G.T. Funnel	130,00
Diffuseurs Villeneuve sur Lot	140,00
P. de Béziers	1000,00
G. C. Dieppe	10,00
L. G. de Tarbes	50,00
J.M. C. Marseille	1000,00
Anonyme Le Creuzot	100,00
J. C. D. Rion	80,00
Sympathisants Epinal	310,00
J-F. H. Nice	200,00
Diffuseurs et Sympathisants Santé de Besançon	737,00
A. M. Vandœuvre (54)	600,00
Anonyme Paris	200,00
Sympathisants Tarbes	280,00
Diffuseurs CHR Lille	200,00
G. C. étudiant Lille	400,00
D. D. Tilloy (59)	10,00
J.N. C. étudiant Fiers (59)	10,00
A. G. PTT Lille	60,00
D. S. étudiant Lille	20,00
P. B. éducateur Lille	100,00
M. B. Hachette Lille	100,00
Diffuseurs Arras	200,00
PTT Telecom Paris 14°	50,00
Un travailleur de Mirior Sprint	100,00
Anonyme Villejuif	50,00
Surveillant Vitry	200,00
Ministère des Finances Paris	200,00
Des travailleurs de l'UAP	100,00
G.T. Telecom	90,00
G.T. Finances	150,00
Diffuseurs Créteil	300,00
Sympathisante ANPE	70,00

Diffuseurs Châtillon	50,00
Diffuseurs travailleurs sociaux	200,00
Diffuseurs Montrouge	10,00
Schlumberger Montrouge	10,00
Diffuseurs Nantes	422,00
Sympathisants Poitiers	280,00
C.R. Vitry le Francois	60,00
J. L. R. Besançon	50,00
G. R. Marseille	50,00
Diffuseurs Montpellier	425,00
T. L. Mont st Aignan	305,00
A. O Aubervilliers	100,00
Anonyme Paris	41,00
G. J. Noisy le Sec	1,00
Diffuseurs Montreuil	60,00
Ouvrier à Roussel Uclaf Romanville	10,00
Employé bureau SNCF Gare du Nord	10,00
Coiffeur Montreuil	100,00
Etudiant Montreuil	10,00
Prof stagiaire Montreuil	28,00
Assistant documentaliste Montreuil	20,00
Groupe de Politique Hebdo de Creil	865,00
M. B enseignante La Rochelle	200,00
E. J. Berlin	100,00
PTT Paris central	1110,00
Edition	560,00
C.R. 15°	142,00
G.T. CAF	390,00
Diffuseurs 15°	1380,00
Sympathisants ENSET	1500,00
Diffuseurs Fougères	150,00
B. J. Nanterre	50,00
De la part d'un camarade Laotien	30,00
B. G. Le Trait (76)	50,00
A. W Rouen	100,00
Diffuseurs Rouen	710,00
M. M. employé de banque Argenteuil	10,00
C. W IMG York	50,00
J. P. Strasbourg	100,00
G.T. Banque	110,00
Compagnie bancaire	40,00
Une concierge de Fontenay sous Bois	20,00
M. S. étudiant Paris 6°	50,00
C.R. 13°	240,00
Librairie Rouge	840,00
Une lectrice du Nouvel Obs	60,00
Diffuseurs Sartrouville	100,00
Hôpital St Germain en Laye	950,00
EDF Chatou	70,00
C. P. Troyes	20,00
Diffuseurs Auxerre	139,00
Diffuseurs Dijon	151,00
Diffuseurs Dôle	150,00
P. M. Saint Amand Montrond (18)	100,00
T. C. Manosque (04)	400,00
M. P. Clermont Ferrand	20,00
Diffuseurs Trouville	77,00
S. R. Mandeure (25)	100,00
Un travailleur de chez Citroën	100,00
D. J. Cergy	200,00
F. C. Sympathisante Nancy	300,00
J. D. Sympathisant Vosges	100,00
N.F. Sympathisant st Dizier	120,00
Diffuseurs Nancy	590,00
H. J. Nancy	292,50
C. N. Nancy	10,00
G. M. Alençon	200,00
Diffuseurs Louis Legrand	210,00

TOTAL 220785,21

Souscription dernière minute
Nous venons de recevoir 1000
DM de camarades de Berlin nous
les en remercions vivement.

(1) C'est vrai, initialement, nous avons prévu octobre. Pour des études encore plus « sérieuses », nous avons fixé janvier 76.